

Actualités 3/2023

Die elektronische Zeitschrift der
Deutsch-Französischen Juristenvereinigung e.V.



■ Termine 2024

Frühjahrstagung 2024
23. März 2024 in Mainz

Jahrestagung 2024
20. + 21. Sept. 2024 in Berlin
Vorseminar 2024
17. - 22. Sept. 2024 in Berlin

Liebe Mitglieder,
liebe Freund*innen der DFJ,

es ist Tradition geworden, Ihnen kurz vor den Feiertagen die letzte Jahresausgabe der *Actualités* zu übersenden. Das Redaktionsteam hat sich um einen abwechslungsreichen Inhalt bemüht und wir hoffen, dass Sie die Beiträge unserer Autoren mit Interesse lesen werden. Ohne engagierte und zuverlässige Autoren wären die *Actualités* keine Seite lang. Darum wollen wir an dieser Stelle allen Autoren für ihre Mitarbeit an den Ausgaben 2023 und ihre Anregungen herzlich danken.

Selbstverständlich berichten wir in dieser Ausgabe in der gebotenen Länge über die wundervolle gemeinsame Tagung der DFJ/AJFA in Toulouse. Als Premiere freuen wir uns aber auch, Ihnen die baldige Erscheinung eines DFJ/AJFA Tagungsbandes mit Beiträgen der Toulouser Referenten anzukündigen.

Schließlich laden wir die Jungen Jurist*innen unter unseren Mitgliedern herzlich ein, dem Beispiel von Herrn Schümann zu folgen und uns Beiträge für unsere neue Rubrik „Ausbildung und Karriere“ zu übersenden und somit den Erfahrungsaustausch zu verstärken.

Das Redaktionsteam wünscht Ihnen frohe Festtage und ein wunderschönes Jahr 2024.

Ihre

Fabienne Kutscher-Puis

Chers membres,
chers amis de la DFJ,

Notre tradition veut que nous vous adressions, juste avant les fêtes de fin d'année, la dernière édition de l'année des *Actualités*. Le comité de rédaction a fait de son mieux pour vous proposer un contenu divertissant et nous espérons que vous lirez avec intérêt les contributions de nos auteurs. Sans des auteurs engagés et fiables, les *Actualités* ne compteraient pas une seule page. Nos chaleureux remerciements vont ainsi à tous les auteurs qui ont coopéré aux éditions de 2023, pour leurs contributions et leurs suggestions.

Cette édition se fait naturellement l'écho du fantastique congrès commun DFJ/AJFA à Toulouse. En première, nous vous annonçons la prochaine parution d'un numéro spécial congrès comportant des contributions des intervenants de Toulouse.

Enfin, nous convions les jeunes juristes parmi nos membres à suivre l'exemple de M. Schümann et nous adresser des contributions à notre nouvelle rubrique « Ausbildung und Karriere » afin de renforcer les échanges d'expériences.

Le comité de rédaction vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année et une belle année 2024.

Bien à vous,

Fabienne Kutscher-Puis

■ Inhaltsverzeichnis

Die Vereinigung aktiv	4
Les 37 ^{èmes} Journées franco-allemandes de juristes à Toulouse	4
von Dr. Aurélien Raccah	
Le Vorseminar DFJ/AJFA à Toulouse.....	9
von Eléonore Maunoury, Düsseldorf	
Einblicke in das DFJ/AJFA Doktorandenseminar in Toulouse	12
von Dr. Lucienne Schlürmann, Hamburg	
Das DFJ-Sekretariat	14
Grußwort unseres Sekretariats	14
von Jutta Leither, Mainz.....	
Unterstützung im DFJ-Sekretariat.....	15
von Julia Hiemer, Mainz	
Die DFJ in den sozialen Medien	15
von Anna Seeger, Mainz, und Emma Liis Tempel, Darmstadt	
Praxiswissen	16
Hinweisgeberschutz nach französischem und deutschem Recht und wesentliche Erkenntnisse	16
aus der Anwendung des französischen Gesetzes	
von Leonie Babst, Paris	
Die Konzernlösung: ein deutscher Sonderweg?	21
von Dr. Fabienne Kutscher-Puis, Düsseldorf	
Ausbildung und Karriere	23
1er colloque BerMuPa : 60 ans du Traité de l'Élysée :	24
Quelles perspectives d'avenir pour les relations franco-allemandes ?	
von Coline Mayaudon, Paris	
BerMuPa : Stations à Paris et Berlin.....	26
von Clémence Desfarges, Berlin	
BerMuPa : Stations à Paris et Munich	27
von Julia Letort, München	
BerMüPa: Stationen in Berlin und Paris.....	29
von Moritz Keune, Paris	
Geheimtipp für Rechtsreferendar*innen: Wahlstation bei der Europäischen Kommission.....	32
von Björn Schümann, Frankfurt am Main	
Im Gespräch	36
Prof. Dr. Aurore Gaillet im Gespräch.....	36

Jurisprudentia	39
Le rejet par l'OLG de Sarrebruck d'une action en fixation de créances portée contre	39
une société française soumise à un plan redressement	
von Ronan Dugué, Achern/Paris	
Französische société civile: Rechtsnatur, Wirkung des Gesellschafterwechsels auf ihre	45
Identität, Vertretungsmacht ihrer Geschäftsführer	
von Prof. Dr. Francis Limbach, Saarbrücken	
Neue Perspektiven	54
Stellenanzeige MARS-IP.....	54 ff
Stagiaire bi-tri-lingue (F/H/X)	

Impressum

Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V.

Präsident:

Prof. Dr. Marc-Philippe Weller

Vizepräsident:

Dr. Heiner Baab

Generalsekretärin:

Dr. Fabienne Kutscher-Puis

Schatzmeister:

Dr. Christoph Hirschmann

Redaktion:

Dr. Fabienne Kutscher-Puis (V.i.S.d.P.)

fkp@kutscher-puis.com

Dr. Konstanze Brieskorn

k.brieskorn@hwh-avocats.com

Dr. Johanna Schuster

schusterjohanna@icloud.com

DFJ-Sekretariat:

Jutta Leither

Johannes Gutenberg-Universität Mainz

Fachbereich 03

D-55099 Mainz

Telefon: +49 6131 39-22412

E-Mail: jleith@uni-mainz.de

Vereinsregister Mannheim VR 100197

Internet

www.dfj.org

■ Die Vereinigung aktiv

Die Gemeinsame Tagung von DJF und AJFA fand im September 2023 im bezaubernden Toulouse bei bester Laune und tollem Wetter statt. 170 Jurist*innen aus Frankreich und aus Deutschland fanden den Weg nach Toulouse und verbrachten wunderschöne Tage mit spannenden, hochaktuellen juristischen Themen und verbindlichen Gesprächen. Dass zeitgleich die Rugby-Weltmeisterschaft in Toulouse stattfand, hat die Teilnehmer*innen nicht davon abgehalten, bis zum Gala-Dinner den *Journées franco-allemandes* treu zu bleiben. Danke an unsere Mitglieder!

Für diejenigen, die nicht dabei sein konnten, und die Teilnehmer*innen, die gern an ihre Erinnerungen anknüpfen wollen, veröffentlichen wir drei lesenswerte Berichte. Auch laden wir Sie herzlich ein, in unserer Fotogalerie auf www.dfj.org zu stöbern.

Les 37èmes Journées franco-allemandes de juristes du 12 au 17 septembre 2023 à Toulouse

von Dr. Aurélien Raccab, Paris/Lille

Dès 1842, l'écrivain Victor Hugo observait que « *la France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'Allemagne est le cœur ; la France est la tête* »¹. Le constat inverse serait sûrement vrai aujourd'hui. Couple ou moteur, les deux pays sont à l'initiative de nombreuses constructions au sein de l'UE. Dans cette « *union sans cesse plus étroite entre les peuples* »², l'Europe des juristes remplit une mission primordiale, celle de la connaissance des systèmes juridiques respectifs et de l'interaction constante entre des communautés juridiques et judiciaires distinctes par leurs histoires, leurs cultures et leurs ordres, mais pourtant liées à une destinée commune. Depuis 1953, telle est la plus noble des finalités de la *Deutsch-Französische Juristenvereinigung* (DFJ) et de l'Association des Juristes Français et Allemands (AJFA).

À l'occasion de leurs 70 ans d'amitié, du 12 au 17 septembre 2013, 170 des quelques 1.200 membres des associations jumelles se sont réunis à Toulouse à l'occasion des 37^{èmes}

¹ Le Rhin, *Conclusion IX*.

² Art. 1^{er} TUE.

Journées franco-allemandes de juristes qui ont lieu alternativement tous les deux ans en Allemagne et en France.

À l'instar de tous les événements d'envergure de la DFJ et de l'AJFA, l'organisation a été portée par Jutta Leither, secrétaire de la DFJ, que l'on remercie pour son professionnalisme à toute épreuve. Nous sommes conscients que travailler avec des Français n'est pas toujours chose aisée ! Le bureau de l'AJFA, et en particulier Ulrike Kloppstech, a œuvré nuit et jour pour concocter un programme sur mesure.

Cette édition 2023 a été chaleureusement accueillie par l'Université Toulouse 1 Capitole présidée par le professeur Hugues Kenfack, soutenue par le doyen de la faculté de droit Matthieu Poumarède et portée par la *European School of Law* dirigée par la professeur Zoé Jacquemin qui nous a fait la belle surprise d'un accueil en allemand. Les présidents des associations respectives Marc-Philippe Weller et Jean-François Bohnert ont traditionnellement ouvert la cérémonie.



De gauche à droite : Jean-François Bohnert, Zoé Jacquemin, Hugues Kenfack, Matthieu Poumarède, Marc-Philippe Weller

Le programme a été orchestré d'une main de maître par le professeur Lukas Rass-Masson. Avec l'aide précieuse de Vincent Fresne, chargé de communication et projets, la biennale s'est déroulée avec fluidité.

À l'issue des deux jours du *Vorseminar*, regroupant quelques 70 jeunes membres, étudiants et doctorants, et sponsorisé par l'OFAJ, une centaine de professionnels des deux pays ont assisté aux événements ponctuant le congrès du 14 au 17 septembre. L'originalité de nos associations tient à la diversité des professions représentées : juristes, avocats, notaires, huissiers, magistrats... Elle permet à chacun de se forger un réseau amical et professionnel transnational dans lequel chacun trouve sa place.

À l'initiative de Me Christoph Martin Radtke, l'ouverture du congrès a été impulsée par les interventions remarquées des professeurs Philippe Dupichot (Université Paris 1), président de l'association Henri Capitant, et Michael Stürner (Konstanz Universität) qui ont composé une partition à l'unisson en faveur d'un projet de « Code européen des affaires » consistant à harmoniser progressivement les principales branches du droit s'y relatant : contrats, concurrence, propriété intellectuelle, marchés financiers... au bénéfice des sociétés et, *in fine*, des consommateurs européens. Le traité d'Aix-la-Chapelle de 2019 invitait expressément les deux États à se rapprocher autour de ce projet. Nous aurons l'occasion d'en discuter à nouveau en 2024 lors de « Regards croisés ».



Le professeur Philippe Dupichot

L'après-midi s'est poursuivie, sous l'animation de Me Nicolas Morvilliers, Consul honoraire d'Allemagne en Occitanie, avec le regard novateur et ambitieux de Me Victor Le Pape et Dr. Sebastian Seeger portant sur « L'investissement durable et responsable ».



De gauche à droite : Dr. Sebastian Seeger, Me Victor Le Pape, Me Nicolas Morvilliers, Jean-François Bohnert

Ce premier jour s'est conclu par une réception chaleureuse à l'Ordre des avocats du barreau de Toulouse, sous l'égide de Me Nadège Marty-Davies, membre du conseil de l'Ordre et présidente de la commission internationale et de Me Erick Boyadjian, vice-bâtonnier et président de la commission internationale. La vision de l'avocate Me Marina Rodrigues, sur « La lutte contre la fraude fiscale internationale » n'a pas été discordante de celle du président de l'AJFA, Jean-François Bohnert, procureur de la République financier, chef du parquet national financier (PNF) relative à « La lutte anticorruption dans une perspective européenne ». L'actualité en la matière s'avère nourrie : affaire Fillon sur les emplois fictifs, affaire Sarkozy concernant les écoutes téléphoniques et le financement libyen, signature d'une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) dans l'affaire Airbus, scandale fiscal des « CumCum » impliquant cinq grandes banques françaises... Le retentissement de ces affaires interpelle particulièrement nos homologues allemands qui ne disposent pas d'équivalent au PNF dans la lutte anticorruption.



En raison de l'attractivité territoriale de Toulouse qui accueille l'industrie aéronautique depuis 1969, renforcée par la création d'EADS (*European Aeronautic Defence and Space company*) en 2000, le thème principal du congrès AJFA DFJ 2023 a été indubitablement « l'aéronautique et l'espace ». Menés avec brio par le professeur Lukas Rass-Masson de l'Université Toulouse Capitole, deux panels pluridisciplinaires ont présenté les enjeux de « l'industrie aéronautique et spatiale comme moteur de la souveraineté stratégique européenne ». Le rôle des grands groupes européens a été initié par la keynote introductive de Dominik Eisenhut, remplaçant au pied levé M. Karl Hennessee,

du service « Litigation, Investigations & Regulatory Affairs » d'Airbus. La première table-ronde portait ensuite sur les innovations aéronautique et spatiale avec des chercheurs et entrepreneurs du tissu industriel toulousain et la seconde, orientée à juste titre, sur « l'écosystème industriel aérospatial » pour souligner l'importance des PME entourant Airbus. Passant de la théorie à la pratique, les membres de la DFJ et de l'AJFA ont enfin été conviés à visiter les usines d'assemblage des Airbus A320 et A350 situées à Toulouse-Blagnac.



Le samedi 16 septembre, j'ai eu l'honneur de clore le congrès sur la thématique de la « Coopération judiciaire en matière civile et pénale » et d'accueillir, en début de matinée par visioconférence, M. Frédéric Baab, procureur auprès du Parquet européen nous présentant le rôle de la contribution franco-allemande, avant de poursuivre avec les expériences narrées de Mme Isabelle Mollemeyer, vice-présidente du tribunal judiciaire de Toulouse et de Me Christoph Kremer.



De gauche à droite : Dr. Aurélien Raccah, Isabelle Mollemeyer, Christoph Kremer

Après une visite de la Cité de l'Espace, le congrès s'est clos avec son traditionnel dîner de gala du samedi soir regroupant tous les membres dans une ambiance détendue permettant à chacun d'évoquer les perspectives futures.

Les rencontres franco-allemandes ne se limitent pas à un échange entre deux associations. Elles s'adressent aux actuels et futurs professionnels du droit franco-allemand, sans considération des nationalités française et allemande, les conditions requises étant de maîtriser les deux langues et d'avoir un lien avec le droit de part et d'autre du Rhin.

Les contributions seront publiées début 2024 dans une édition spéciale des *Actualités*.



Aurélien Raccah est Avocat au Barreau de Paris, et maître de conférences, assesseur en charge du développement international, et co-directeur de l'International and European Law School (IELS) à la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille. Il y dirige une licence européenne et un master in EU law & litigation (MIEL). Aurélien Raccah est secrétaire général de l'Association des Juristes Français et Allemands (AJFA).

Le Vorseminar DFJ/AJFA à Toulouse

von Eléonore Maunoury, Düsseldorf

Après une rencontre à Strasbourg en septembre 2022, le Congrès commun des associations jumelles de l'AJFA et de la DFJ a eu lieu à Toulouse. Celui-ci a débuté, comme toujours, par un pré-séminaire organisé à destination des étudiants français et allemands, qui a eu lieu du mercredi 13 au jeudi 14 septembre au matin. Ce pré-séminaire permet aux étudiants français comme allemands de créer des liens par la construction d'un véritable groupe franco-allemand, ainsi que de favoriser un partage d'expériences très enrichissant. Il permet également aux étudiants de participer à des conférences ciblées sur leurs intérêts, c'est-à-dire notamment la découverte des professions juridiques en Allemagne, la participation à des audiences dans les tribunaux, etc.

Ce pré-séminaire a en fait débuté dès la soirée du mardi 12 septembre, lorsque tous les participants se sont retrouvés dans l'Auberge de Jeunesse, où ils devaient loger, pour partager un

**Découverte de
professions juridiques et
judiciaires en Allemagne
et en France**

premier repas en présence notamment de Monsieur Aurélien Raccah, Avocat, maître de conférences et secrétaire général de l'AJFA, et Monsieur Lukas Rass-Masson, professeur en droit à Toulouse. Ce repas fut l'occasion pour chacun de se rencontrer, d'échanger et de créer les premières affinités entre étudiants.

Le mercredi 13 septembre, les étudiants ont d'abord commencé leur journée par un mot de bienvenue de la part de Maître Nicolas Morvilliers (Morvilliers-Sentenac & Associés), consul honoraire d'Allemagne en Occitanie.

Ensuite, et ce pendant toute la durée du pré-séminaire, ceux-ci ont eu l'occasion de participer à de nombreuses conférences, leur permettant de découvrir des professions juridiques et judiciaires en Allemagne et en France, de prendre part à des séminaires, ainsi que d'assister à des audiences de juridictions.

À la suite du mot de bienvenue du consul honoraire, une rencontre avec des professionnels du droit d'Allemagne et de France a été présentée par Monsieur Quentin Guighet-Schiele, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole. Trois professions étaient représentées : l'avocature, la magistrature et le notariat.

Tout d'abord, l'avocature était représentée par Me Christian Kupferberg, Avocat à Paris et Monsieur Burkhard Grell, Rechtsanwalt à Neuss et Berlin. Les deux avocats ont fait une présentation commune des particularités du métier d'avocat en France et en Allemagne.

Ensuite, la magistrature était représentée par une juge exerçant à Mayence, Madame Johanna Schuster et par une magistrate de liaison allemande en France, Madame Hilâl Berk. Madame Johanna Schuster a présenté sa profession. Elle nous a notamment indiqué que les juges ne peuvent choisir ni leur lieu d'exercice, ni leur spécialité et a présenté les modalités d'accession à cette profession. Madame Hilâl Berk, elle, a exposé les particularités de sa profession. Elle est en fait chargée de répondre aux questions des juges allemands concernant l'application et l'interprétation du droit français, lorsque ceux-ci doivent l'appliquer dans un litige. Elle est rattachée au ministère fédéral allemand de la Justice.

Enfin, le notariat était représenté par Maîtres Dirk Hamann, notaire à Saarlouis et Mathilde Maurer, notaire à Chevreuse. Les deux intervenants ont mis en avant une différence fondamentale entre les deux professions en France et en Allemagne. En effet, dans certains *Länder* (principalement au Sud et à l'Est de l'Allemagne), le notaire peut également exercer la profession

d'avocat. Il est alors nommé *Anwaltsnotar*, contrairement au « simple notaire » intitulé le *Nurnotar*.

Lors d'une autre conférence, présentée par Monsieur David Rohi, chargé de mission Discrimination au pôle régional Occitanie du Défenseur des droits, une partie du groupe d'étudiants franco-allemands a eu l'occasion de découvrir la profession de Défenseur des droits. Le Défenseur des droits était une autorité administrative indépendante depuis 2021. La Défenseure des droits actuelle est Claire Hédon. Elle a été nommée en 2020 pour une durée de six ans non renouvelable. Le Défenseur des droits siège à Paris et comprend onze bureaux locaux en France composés de 600 délégués. Monsieur David Rohi a ainsi notamment présenté ses missions, ainsi que les modalités de saisine de cette autorité.

Participation à des séminaires

Le mercredi 13 septembre, une partie des étudiants a pu assister au séminaire de Madame Aurore Gaillet, professeur de droit public à l'Université de Toulouse I Capitole et membre de l'Institut Universitaire de France. Lors de ce séminaire, intitulé « l'apport de la perspective franco-allemande au droit constitutionnel », les étudiants ont pu découvrir un aperçu du droit constitutionnel en France et en Allemagne.

Le lendemain, l'autre partie des étudiants français et allemands a assisté au séminaire sur le droit franco-allemand dans la recherche académique. Cette partie du pré-séminaire est présentée ci-après par Madame Lucienne Schlürmann qui l'a animé aux côtés de Monsieur Lukas Rass-Masson.

Dans la continuité de ce séminaire, les étudiants qui le voulaient ont assisté à une conférence co-présentée par les mêmes organisateurs. Lors de cette conférence, des étudiants allemands actuellement à Toulouse dans le cadre d'un parcours double-diplômant franco-allemand devaient présenter un exposé sur une question juridique franco-allemande. Les participants devaient ensuite discuter de ces questions ensemble lors d'un débat.

Participation à des audiences de juridictions

Séparés en deux groupes, les étudiants ont participé à deux audiences, l'une au Tribunal de commerce de Toulouse (audience de mise en état) et l'autre à la Cour administrative d'appel de Toulouse. À l'issue de ces deux audiences, ils ont pu rencontrer et poser des questions aux magistrats présents.

Retours des étudiants participants

Quelque temps après le pré-séminaire, les étudiants ont été amenés à faire un retour sur leur expérience auprès des organisateurs.

Il a été relevé que les étudiants ont en grande majorité préféré les conférences autour des perspectives professionnelles (présentation de professions) et du travail scientifique (présentation de doctorants). Les visites dans les tribunaux ont également été très appréciées.

Par ailleurs, les étudiants ont fait part de leur envie de voir plus de femmes dans les conférences, de participer à davantage de manifestations concernant le doctorat, ainsi que d'avoir davantage de contenu autour de la digitalisation et du droit ou encore autour du droit du travail franco-allemand.



Éléonore Maunoury est étudiante en Master 2 Droit de l'entreprise franco-allemand à la CY Cergy Paris Université et prépare actuellement le Schwerpunkt «Deutsch-französisches Wirtschafts-, Arbeits- und Sozialrecht» à la Heinrich-Heine-Universität de Düsseldorf. Elle est également titulaire d'une licence en droit franco-allemand obtenue au Centre Juridique Franco-Allemand de l'Université de la Sarre et à l'Université de Toulouse 1 Capitole.

Einblicke in das DFJ/AJFA Doktorandenseminar in Toulouse

von Dr. Lucienne Schlürmann, Hamburg



Am Donnerstagvormittag fand unter der Leitung von Prof. Dr. Lukas Rass-Masson und Dr. Lucienne Schlürmann in der *Manufacture des Tabacs* der Universität Toulouse das deutsch-französische Doktorandenseminar statt. Das Seminar erfreute sich auch in diesem Jahr wieder einer hohen Teilnehmerzahl.

Zunächst stellte Svenja Heise aus Wiesbaden erste Ideen ihrer Arbeit zum Thema „Datenschutz im Rahmen des Whistleblowing durch arbeitsvertragliche Gestaltung“ zur Diskussion. In dem spannenden Vortrag an der Schnittstelle von Arbeits- und Datenschutzrecht berücksichtigte Frau Heise auch Perspektiven des französischen Rechts und stellte bereits erste konkrete Gestaltungslösungen vor. Im Anschluss referierte Sirt Schmidt aus Nürnberg unter dem Titel „Staatshaftung für Cyberangriffe“ zu der Frage, ob und wie staatliche Akteure gegenüber Privaten für Datenlecks aufgrund von Cyberangriffen verantwortlich gemacht werden können. Beide vorgestellten Arbeiten zeichneten sich durch ihre Aktualität und einen anspruchsvollen rechtsgebiets- und rechtsordnungs-

übergreifenden Ansatz aus, der unmittelbar zu einer regen Diskussion mit den übrigen Teilnehmenden führte.

Neben der fachlichen Diskussion fand außerdem ein intensiver Austausch zu allgemeinen Fragen rund um die Doktorarbeit statt. So diskutieren die Teilnehmenden etwa über die Unterschiede zwischen der deutschen Promotion und der französischen *thèse* oder über die Herausforderungen einer *Cotutelle*. Hier konnten die jüngeren Teilnehmenden von den Erfahrungen der Vortragenden Doktorand*innen profitieren und so neue Perspektiven für ein mögliches eigenes Dissertationsprojekt gewinnen.

In diese Diskussion fügte sich zuletzt auch der Vortrag von Anna Hoberg aus Frankfurt ein. Sie stellte den Teilnehmenden das Max-Planck-Netzwerk vor und gab den jungen Wissenschaftler*innen wertvolle Hinweise zu den vielfältigen Möglichkeiten zur Förderung eines Promotionsprojekts durch das Netzwerk.

Die rege Beteiligung am Seminar zeigt einmal mehr den Mehrwert dieses Formats für das deutsch-französische Vorseminar. Es bleibt zu hoffen, dass sich viele Teilnehmende durch die Ideen ihrer Kolleg*innen zu eigenen wissenschaftlichen Arbeiten inspirieren ließen.

Im Anschluss fand noch ein Seminar des deutsch-französischen Studienprogramms der Universität Toulouse statt. Hier stellten Studierende aus Toulouse gemeinsam mit ihren deutschen Kommiliton*innen der Partneruniversitäten zivilrechtliche Themen vor, mit denen sie sich im Lauf des Studienjahres in Gruppenarbeit beschäftigen werden.



Dr. Lucienne Schlürmann ist Vorstandsmitglied der DFJ.

Sie studierte Rechtswissenschaften an den Universitäten Freiburg und Lyon und absolvierte im Rahmen dessen eine Zusatzausbildung im französischen Recht. Nach dem Studium unterrichtete sie an der katholischen Universität Lille (Campus Paris) im Rahmen der dortigen „Licence européenne“ deutsches Verfassungsrecht.

2021 wurde sie – nach Forschungsaufenthalten in Paris und Hamburg – an der Universität Heidelberg mit einer rechtsvergleichenden Arbeit zum Internationalen Privatrecht in Frankreich und Deutschland promoviert. Ihr Rechtsreferendariat absolvierte sie am Hanseatischen Oberlandesgericht sowie u.a. an der Ständigen Vertretung der Bundesrepublik Deutschland bei den Vereinten Nationen in New York. Seit 2023 ist sie als Rechtsanwältin im Bereich Prozessführung und Schiedsverfahren in Hamburg tätig.

Das DFJ-Sekretariat

Bei weit über tausend Mitgliedern könnte eine internationale Juristenvereinigung ohne ein leistungsfähiges Sekretariat die laufende Mitgliederverwaltung und die Organisation von mehrtägigen Events, um nur die wichtigsten Aufgaben zu erwähnen, nicht meistern. Seit 2007 führt Frau Jutta Leither diese anspruchsvolle Tätigkeit bestens aus und unterstützt mit großem Können und hohem Einsatz den Vorstand der DFJ. Da ihr Aufgabenfeld weitergewachsen ist, hat sie seit 2023 Unterstützung von Julia Hiemer und Anna Seeger, die an der Johannes-Gutenberg-Universität Mainz studieren. Darüber hinaus ist die DFJ neuerdings auch in den sozialen Medien vertreten, was Anna Seeger und Emma Liis Tempel zu verdanken ist. Kurzum ein tolles Team um Jutta Leither im Interesse unserer Vereinigung!

Grußwort unseres Sekretariats

von Jutta Leither, Mainz

Seit Anfang dieses Jahres werde ich bei meiner Arbeit im Sekretariat der DFJ von zwei Studentinnen, Julia Hiemer und Anna Seeger, stundenweise unterstützt. Die beiden konnten schon bald nach ihrer Einarbeitung eigenständig Aufgaben übernehmen und sind mir mit konstruktiven Ideen eine große Hilfe, die ich nicht mehr missen möchte.

Ich freue mich insbesondere auch über ein wenig Gesellschaft, da die Arbeit als „Einzelkämpferin“ manchmal etwas einsam sein kann.

Einige unserer Mitglieder konnten Julia und Anna auch bereits auf der Tagung in Toulouse kennenlernen, wo sie neben dem „Zusammenhalten“ der Gruppe der Vorseminarteilnehmer*innen tatkräftig und erfolgreich das Tagungssekretariat betreut haben.

Ich bedanke mich bei Julia und Anna für ihre gute Arbeit und hoffe sehr, dass sie die DFJ noch lange unterstützen werden.



Jutta Leither arbeitet seit 2007 als Sekretärin der DFJ in unserem Büro an der Johannes Gutenberg-Universität in Mainz.

Unterstützung im DFJ-Sekretariat

von Julia Hiemer, LL.M., Mainz

Viele von Ihnen kennen Anna und mich mittlerweile von E-Mails oder auch von den Tagungen in Heidelberg und Toulouse, aber es wird Zeit uns auch einmal offiziell vorzustellen!

Als Studentinnen und Mitglieder der DFJ haben wir schon einige Male selbst sehr von den Veranstaltungen und dem Netzwerk der Vereinigung profitiert. Umso mehr Freude bereitet es uns, die DFJ nun seit fast einem Jahr im Sekretariat zu unterstützen und gleichzeitig so die deutsch-französische Freundschaft, die uns sehr am Herzen liegt, zu fördern.

Vielen Dank an den Vorstand der DFJ und insbesondere an Frau Leither für die gute und wertschätzende Zusammenarbeit!

Die DFJ in den sozialen Medien

von Anna Seeger, Mainz, und Emma Liis Tempel, Darmstadt

Es ist uns eine Freude, uns Ihnen vorzustellen. Wir, Anna Seeger und Emma Liis Tempel, sind Teil der Deutsch-Französischen Juristenvereinigung. Wir sind stolz darauf, dass wir die Präsenz der DFJ erweitert haben und seit diesem Jahr auch auf den Social-Media-Plattformen Instagram und LinkedIn vertreten sind.

Unser Ziel ist es, Ihnen Einblicke in unsere Tagungen und Veranstaltungen zu gewähren, um Ihnen einen besseren Eindruck von der Tätigkeit der DFJ zu vermitteln. Gleichzeitig wollen wir Ihnen einen aktuellen Kanal für Informationen und Ankündigungen bieten, um Sie stets auf dem Laufenden zu halten.

Diese Plattformen dienen nicht nur als ein Ort des Austausches, sondern auch als Bindeglied zwischen den Mitgliedern sowie Interessierten. Dabei möchten wir insbesondere jüngere Menschen ermutigen, sich einem internationalen Diskurs anzuschließen.

Umso mehr freut es uns, dass wir seitdem bereits neue Mitglieder durch diese Kanäle gewonnen haben, die nicht nur unserem Netzwerk beigetreten sind, sondern auch aktiv an der Tagung in Toulouse teilgenommen haben.

Wir sind offen für Anregungen und Vorschläge und laden Sie ein, uns dabei zu unterstützen, unsere Reichweite weiter zu stärken und zu formen.

Instagram: @dfj_ev

[Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V.: Instagram](#)

LinkedIn: Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V.

[Deutsch-Französische Juristenvereinigung e.V.: LinkedIn](#)



Julia Hiemer studiert seit 2018 Rechtswissenschaften an der Johannes Gutenberg-Universität in Mainz. 2021/22 verbrachte sie im Rahmen des integrierten Bachelorstudiengangs ein Jahr an der Université de Bourgogne in Dijon und erlangte die Maîtrise en droit mit Schwerpunkt im europäischen Wirtschaftsrecht und im internationalen Privatrecht. Im Oktober 2023 schloss sie den Master „Internationales Privatrecht und europäisches Einheitsrecht“ erfolgreich ab. Sie bereitet sich nun auf das erste Staatsexamen vor.



Anna Seeger ist seit 2018 Studentin an der Johannes Gutenberg-Universität in Mainz. Im Rahmen des integrierten Bachelorstudiengangs Deutsches und Französisches Recht studierte sie ein Jahr in Paris und erwarb die Maîtrise en droit im Europarecht. Aktuell schließt sie ihren Master im Internationalen Privatrecht und Europäischen Einheitsrecht ab und beginnt im Februar die Vorbereitung auf das Erste Staatsexamen.



Emma Liis Tempel studiert seit 2018 Jura an der Johannes Gutenberg-Universität Mainz und absolviert derzeit einen LL.M. im Internationalen Privatrecht und Europäischen Einheitsrecht. Sie verbrachte im Rahmen eines Doppelstudiums ein Studienjahr in Paris, erlangte die Maîtrise en droit mit Schwerpunkt Europarecht und schloss 2023 ihren Bachelor in Deutsch-Französischem Recht ab. Neben dem Studium arbeitet sie als wissenschaftliche Mitarbeiterin in einer Kanzlei mit strafrechtlichem Schwerpunkt.

■ Praxiswissen

Hinweisgeberschutz nach französischem und deutschem Recht und wesentliche Erkenntnisse aus der Anwendung des französischen Gesetzes

von Leonie Babst, Paris

In den Actualités 2/2023 hat Dr. Konstanze Brieskorn bereits kurz dargestellt, dass die Richtlinie (EU) 2019/1937 zum Schutz von

Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden¹ (Hinweisgeberschutzrichtlinie), zu Änderungen im französischen und deutschen Recht geführt hat.

In Frankreich regelte bereits das Gesetz vom 9. Dezember 2016² (Kapitel 2 des Gesetzes Sapin II) den Schutz von hinweisgebenden Personen. Dieses wurde durch das Gesetz zur Verbesserung des Schutzes von hinweisgebenden Personen vom 22. März 2022³, in Kraft getreten am 1. September 2022, und die Durchführungsverordnung vom 3. Oktober 2022⁴, in Kraft getreten am 5. Oktober 2022, an die europäische Richtlinie angepasst. In Frankreich sind Unternehmen mit 50 oder mehr Beschäftigten seit dem 1. Januar 2018 verpflichtet, ein Hinweisgebersystem einzurichten.

In Deutschland ist das Hinweisgeberschutzgesetz (HinSchG) vom 31. Mai 2023⁵ erst am 2. Juli 2023 in Kraft getreten und verpflichtet seitdem erstmals Unternehmen mit 250 oder mehr Beschäftigten ein Hinweisgebersystem einzuführen. Seit dem 17. Dezember 2023 gilt diese Pflicht auch für Unternehmen mit 50 oder mehr Beschäftigten.

Der folgende Beitrag gibt einen zusammenfassenden Überblick über das französische und das deutsche Gesetz. Trotz vieler Gemeinsamkeiten zeigt der Vergleich der beiden Gesetze auch, dass das französische Gesetz an einigen Stellen weiter gefasst ist als das deutsche Gesetz. Anschließend geht der Beitrag auf Erfahrungen mit dem französischen Gesetz bei der Einrichtung eines Hinweisgebersystems in Unternehmen ein.

Sowohl nach französischem als auch nach deutschem Recht müssen Unternehmen ein Hinweisgebersystem einrichten, über das hinweisgebende Personen Informationen über bestimmte Verstöße melden können.

Die hierfür zuständige interne Meldestelle hat eine Reihe von Verfahrensvorgaben zu beachten, die von der Bestätigung des Eingangs der Meldung spätestens nach sieben Tagen über die Prüfung der Stichhaltigkeit der Meldung bis hin zu einer

Hinweisgeberschutz in Frankreich und Deutschland im Vergleich

1 Richtlinie (EU) 2019/1937 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2019 zum Schutz von Personen, die Verstöße gegen das Unionsrecht melden.

2 Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

3 Loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

4 Décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

5 Hinweisgeberschutzgesetz vom 31. Mai 2023 (BGBl. 2023 I Nr. 140).

Rückmeldung über Folgemaßnahmen innerhalb von drei Monaten an die hinweisgebende Person reichen. Die Meldungen müssen vertraulich behandelt werden.

Hinweisgebende Personen sind vor Repressalien, wie Kündigungen oder Disziplinarmaßnahmen, geschützt⁶. Dieser Schutz erstreckt sich auch auf Personen in ihrem Umfeld, insbesondere auf natürliche Personen, die die hinweisgebende Person bei der Abgabe der Meldung unterstützen oder mit ihr in Verbindung stehen. Hinsichtlich des Schutzes vor Repressalien ist das französische Gesetz präziser. Während das französische Gesetz beispielhaft verbotene Repressalien aufzählt, enthält das deutsche Gesetz keine Liste möglicher Repressalien. Diese werden lediglich in der Regierungsbegründung zu dem Gesetz genannt und im Gesetz selbst nicht weiter konkretisiert. Das französische Gesetz enthält darüber hinaus eine allgemeine Unwirksamkeitsanordnung für Repressalien, die das deutsche Gesetz nicht vorsieht. Die Regierungsbegründung verweist lediglich für Repressalien rechtsgeschäftlicher Art auf die allgemeine Nichtigkeitsvorschrift des § 134 BGB.

Nach dem französischen Gesetz ist der Anwendungsbereich hinsichtlich der Verstöße, die gemeldet werden können, weiter als derjenige des deutschen Gesetzes. Das deutsche Gesetz enthält einen Katalog von Verstößen, die gemeldet werden können. Dieser umfasst neben bestimmten Verstößen gegen Landes- oder Bundesrecht sowie gegen unmittelbar geltende Rechtsakte der Europäischen Union und der Europäischen Atomgemeinschaft, strafbewehrte und bußgeldbewährte Verstöße, soweit im letzteren Fall die verletzte Vorschrift dem Schutz von Leben, Leib oder Gesundheit oder dem Schutz der Rechte von Beschäftigten oder ihrer Vertretungsorgane dient. Anders als im Koalitionsvertrag vorgesehen, sind Meldungen von Informationen, deren Bekanntgabe im besonderen öffentlichen Interesse liegt, nicht umfasst. Das französische Gesetz erlaubt hingegen die Meldung von Verstößen, einschließlich begründeter Verdachtsmomente, in Bezug auf tatsächliche oder potenzielle Verstöße gegen geltende Rechtsvorschriften oder in Bezug auf die Gefährdung oder Beeinträchtigung des öffentlichen Interesses.

Sowohl nach dem französischen als auch nach dem deutschen Gesetz ist das Hinweisgebersystem in Unternehmen den Beschäftigten zugänglich, wobei hierunter auch ehemalige Beschäftigte und solche fallen, die im Vorfeld einer beruflichen

⁶ Siehe hierzu weiterführend zum französischen Recht den Leitfaden „*Lanceur d'alerte*“ des *Défenseur des droits* von Mai 2023.

Tätigkeit Informationen über Verstöße erlangt haben. Nach dem französischen Gesetz ist es vorgesehen, dass die Beschäftigten der Vertragspartner und der Subunternehmer das Hinweisgebersystem nutzen können. Die Öffnung des internen Meldekanals für Personen außerhalb der eigenen Beschäftigten steht den Unternehmen nach dem deutschen Gesetz lediglich offen, § 16 Abs. 1 S. 3 HinSchG. Die Öffnung des internen Meldekanals bietet den Vorteil, dass Unternehmen schneller von Missständen erfahren und diese beseitigen können. Steht der interne Meldekanal unternehmensnahen Dritten nicht offen, ist die Wahrscheinlichkeit höher, dass diese sich an die zuständigen Behörden wenden. Dies birgt das Risiko von Untersuchungen durch die Behörden sowie Reputationsrisiken. Unternehmen, die dem deutschen Gesetz unterliegen, ist daher zu empfehlen, den Kreis der Personen, die den internen Meldekanal nutzen können, möglichst weit zu halten.

Hinweisgebende Personen können anstelle des internen Meldekanals auch den externen Meldekanal einer zuständigen Behörde nutzen. Das französische Recht hat mit der Gesetzesänderung die Vorrangigkeit des internen Meldekanals abgeschafft. § 7 Abs. 1 S. 2 HinSchG betont zwar, dass in den Fällen, in denen intern wirksam gegen den Verstoß vorgegangen werden kann und keine Repressalien zu befürchten sind, die Meldung an eine interne Meldestelle bevorzugt werden soll. Eine Nichtbefolgung bleibt jedoch ohne Auswirkung auf den Schutz der hinweisgebenden Person. Nach dem französischen wie auch dem deutschen Gesetz ist eine Offenlegung der Informationen, etwa in sozialen Netzwerken oder gegenüber Medien, nur nach erfolgloser externer Meldung oder in bestimmten Ausnahmefällen möglich.

Erfahrungen aus der Anwendung des französischen Gesetzes

Vereinheitlichung verschiedener Hinweisgebersysteme:

Sowohl in Frankreich als auch in Deutschland sehen verschiedene andere Gesetze die Einrichtung von Hinweisgebersystemen vor, wie beispielsweise das französische *Loi de vigilance*⁷ und das deutsche Lieferkettensorgfaltspflichtengesetz⁸. Diese haben unterschiedliche Anwendungsbereiche und sind auf unterschiedliche Weise einzuführen. In der Praxis stehen Unternehmen vor der Herausforderung, ein Hinweisgebersystem einzurichten, das den Vorgaben mehrerer einschlägiger Rechtsnormen entspricht.

7 Loi n° 2017 –399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

8 Gesetz vom 16. Juli 2021 (BGBl. 2021 I S. 2959).

Unabhängig von den unterschiedlichen gesetzlichen Regelungen ist ein einheitliches Hinweisgebersystem sowohl für das Unternehmen als auch für die hinweisgebenden Personen von Vorteil. Hinweisgebende Personen können auf ein einheitliches Hinweisgebersystem zurückgreifen, ohne sich im Vorfeld mit zum Teil komplizierten Rechtsfragen auseinandersetzen zu müssen. Die Unternehmen müssen lediglich die von der hinweisgebenden Person gemeldeten Informationen dem jeweiligen Thema zuordnen. Im Falle einer Hinweisgeberplattform kann dies bereits online durch die hinweisgebende Person erfolgen. Unternehmen sollten sich intern organisieren, so dass die Bearbeitung der Meldungen in den Zuständigkeitsbereich von Personen fällt, die zu dem jeweiligen Thema Fachkunde besitzen.

Bekanntmachung, Kommunikation und Vertrauensbildung in das Hinweisgebersystem:

Das Unternehmen sollte sicherstellen, dass sein Hinweisgebersystem verlässlich und allen Personen bekannt ist, die berechtigt sind, es zu nutzen.

Unternehmen können aktive Anreize für eine unternehmensinterne Kultur des „*Speaking-up*“ schaffen, indem die Unternehmensleitung dazu ermutigt, Meldungen über den internen Meldekanal abzugeben. Unternehmen sollten regelmäßig und umfassend über das Hinweisgebersystem und den Schutz von hinweisgebenden Personen kommunizieren. Hierzu ist die Erstellung eines inhaltlich klaren und verständlichen Hinweisgeberverfahrens unabdingbar, das den Beschäftigten und Dritten zur Verfügung gestellt wird. Hierzu gehört auch die sofortige Vorstellung des Hinweisgebersystems bei Neueinstellungen. Schließlich empfehlen sich auch Schulungen, die die Beschäftigten sensibilisieren und den Dialog innerhalb des Unternehmens fördern.

Es ist davon auszugehen, dass hinweisgebende Personen eher bereit sind, den internen Meldekanal zu nutzen, wenn sie hinreichendes Vertrauen in das interne Hinweisgebersystem haben. Es liegt daher im Interesse des Unternehmens, durch einen effizienten und vertrauensvollen Umgang mit eingehenden Meldungen das notwendige Vertrauen in das System zu schaffen. Dazu gehört auch die Einhaltung datenschutzrechtlicher Vorgaben⁹. Meldungen müssen daher

⁹ Siehe hierzu weiterführend zum französischen Recht den Leitfaden der CNIL „*Référentiel relatif aux traitements des données à caractère personnel destinés à la mise en œuvre d'un dispositif d'alerte*“.

Hinweisgebersysteme in deutsch-französischen Unternehmen



dringend innerhalb der vorgesehenen Fristen bearbeitet werden. Das Hinweisgebersystem muss eine unabhängige und vertrauliche Untersuchung der Meldung gewährleisten. Eine Auslagerung an externe Meldestellen, etwa an eine Anwaltskanzlei, die für die Entgegennahme und/oder Bearbeitung der Meldungen zuständig ist, kann empfehlenswert sein, um die gesetzeskonforme Einrichtung und Betreibung des Hinweisgebersystems sicherzustellen.

Obwohl das deutsche und das französische Gesetz auf derselben EU-Richtlinie beruhen, unterscheiden sie sich in einigen Punkten. Für Unternehmensgruppen stellt sich insbesondere die Frage, inwieweit das französische und das deutsche Gesetz innerhalb der Gruppe Anwendung finden. Je nach Größe der Unternehmen der Gruppe ist zu prüfen, ob ein eigenes Hinweisgebersystem eingerichtet werden muss oder ggf. ein auf Gruppenebene bestehendes Hinweisgebersystem genutzt werden kann.

Leonie Babst ist Rechtsanwältin bei GGVAvocats- Rechtsanwälte in Paris mit Anwaltszulassung in Freiburg und Paris. Ihr Tätigkeitsschwerpunkt liegt in der Beratung internationaler Unternehmen im Bereich Compliance, insbesondere in den Bereichen Anti-Korruption, Sorgfaltspflichten und Whistleblowing.

Die Konzernlösung beim Hinweisgeberschutz: ein deutscher Sonderweg?

von Dr. Fabienne Kutscher-Puis, Düsseldorf

Die Umsetzung des deutschen Hinweisgeberschutzgesetzes (HinSchG) binnen wenigen Monaten oder – für Unternehmen mit mehr als 250 Beschäftigten – gar Wochen hat die Rechtsberater von Unternehmensgruppen mit Tochtergesellschaften im In- und Ausland vor der Frage gestellt, ob die interne Meldestelle des § 14 HinSchG auf Konzernebene eingerichtet werden darf.

Deutsche Konzerne, die bereits freiwillig eine Meldestelle eingerichtet hatten, oder ausländische Konzerne, die an ihrem ausländischen Sitz über eine Meldestelle nach den dort geltenden gesetzlichen Vorgaben verfügten, hätten damit ihre Implementierungsarbeit erheblich erleichtert. Zudem kann man

aus guten Gründen die Ansicht vertreten, dass die konzerneigene Meldestelle aufgrund ihres Abstands zu den gemeldeten Vorfällen, die Tochtergesellschaften betreffen, für die Entgegennahme und Bearbeitung von Hinweisen gut geeignet ist.

Dass eine Meldestelle auf Konzernebene befugt ist, Hinweise auf Verstöße in den jeweiligen Tochtergesellschaften entgegenzunehmen und zu bearbeiten, ist von der französischen Literatur nach Umsetzung der EU-Hinweisgeberschutzrichtlinie (HinSch-RL) kategorisch abgelehnt worden.¹ Da die HinSch-RL zu einer Meldestelle auf Konzernebene schweigt, hat sich die von der EU-Kommission zur Umsetzung der HinSch-RL eingerichtete Expertengruppe mit der Frage der Zulässigkeit einer gruppeninternen Konzernlösung befasst. Die unverbindliche Empfehlung der Expertengruppe erteilt dieser sog. Konzernlösung jedoch eine Absage. Nach dieser Empfehlung könne eine Konzerngesellschaft gegenüber den verbundenen Unternehmen kein Dritte im Sinne von Artikel 8 Abs. 5 HinSch-RL sein. Vielmehr müsse jede Konzerngesellschaft mit mehr als 50 Beschäftigten eine eigene Meldestelle einrichten. Eine nationale Gesetzgebung, die eine zentrale Meldestelle allein auf Konzernebene erlaubt, wäre nicht richtlinienkonform.²

Dass die Konzernlösung dennoch bei deutschen Juristen kursiert, ist mit einer expliziten Erlaubnis des deutschen Gesetzgebers zu erklären, zwar nicht im Gesetz selbst, sondern in der Gesetzesbegründung zum Referentenentwurf vom 27. Juli 2022. In der Gesetzesbegründung zum HinSchG heißt es ausdrücklich: „Gemäß dem konzernrechtlichen Trennungsprinzip kann auch bei einer anderen Konzerngesellschaft (zum Beispiel Mutter-, Schwester- oder Tochtergesellschaft) eine unabhängige und vertrauliche Stelle als „Dritter“ im Sinne von Artikel 8 Absatz 5 HinSch-RL eingerichtet werden, die auch für mehrere selbständige Unternehmen in dem Konzern tätig sein kann.“³

Basierend auf dieser Aussage und unter weitergehender Argumentation zur Interpretation der Richtlinie und zu den Vorteilen einer konzerneigenen Meldestelle hat sich die deutsche

¹ Lancri, Feugère, Groupes de sociétés – La mise en commun des dispositifs d’alerte : le sujet des groupes, Cahier de droit de l’entreprise n° 1 2023.

² Protokoll über das 5. Treffen der Expertengruppe der Europäischen Kommission zur Umsetzung der HinSch-RL v. 14.06.2021. Siehe dazu Dilling, die Konzernlösung gemäß § 14 Abs. 1 S. 1 HinSchG im Spannungsfeld zwischen europarechtlichen Vorgaben und den praktischen Bedürfnissen der von der Umsetzung betroffenen Unternehmensverbände., CCZ 2023, 91.

³ BT-Drucksache 20/3442, S. 79.

Literatur zunächst mehrheitlich für die Konzernlösung ausgesprochen⁴, was Praktiker begrüßt haben. Allerdings scheint sich heute das Blatt gewendet zu haben: In der neuen Fassung des BeckOK Arbeitsrecht wird die Auffassung vertreten, eine interne Meldestelle eines verpflichteten Unternehmens könne nicht wirksam auf Konzernebene eingerichtet werden. Vielmehr müssen die Meldewege bei dem betreffenden Unternehmen selbst geschaffen werden, denn nur dieses Unternehmen sei befugt, die Personen zu beauftragen, die die Meldekanäle und die Meldestelle betreiben.⁵ Ob sich die für Anfang 2024 erwarteten weiteren Kommentare zum HinSchG dieser Auffassung anschließen werden, ist heute ungewiss.

Bis zur gerichtlichen Klärung dieser Frage werden womöglich die Geschäftsleitungen von Tochtergesellschaften diejenigen als Dritte im Sinne des § 14 Abs. 1 HinSchG förmlich beauftragen, die auf Konzernebene die Meldestelle betreiben. Damit müsse auch der restriktiven Auslegung des Gesetzes Genüge getan werden. Feststeht jedenfalls, dass – unabhängig von der Bejahung oder Verneinung der Konzernlösung – die Verantwortung, erforderliche Folgemaßnahmen zu treffen, bei der rechtlichen Einheit liegt, bei der der Verstoß festgestellt wurde.



Dr. Fabienne Kutscher-Puis, LL.M. ist Rechtsanwältin in Düsseldorf, Fachanwältin für Internationales Wirtschaftsrecht und Avocat à la Cour de Paris.

Ihr Tätigkeitsschwerpunkt ist das Handels- und Vertriebsrecht im deutsch-französischen Rechtsverkehr.

Sie ist Mitglied im Vorstand der DFJ und Schriftleiterin der Actualités.

■ Ausbildung und Karriere

Unsere frühere Rubrik « Aus den Hochschulen » wird unbenannt, um nicht nur Sprachrohr der akademischen Studiengänge zu sein,

⁴ Bürkle, Zur Unionsrechtskonformität zentraler Konzernmeldestellen für Hinweisgeber, CCZ 2022, 335; Dzida/Seibt, Neues Hinweisgeberschutzgesetz, Analyse und Antworten auf Praxisfragen, NZA 2923, 657, 662 f.; BeckOK ArbR/Bruns HinSchG § 14 Rn. 5-10 (Stand 02.07.2023); Reufels/Soltysiak, Das neue Whistleblowing-Recht, 2023, § 5 Rn. 21 f.; Harrer-Kouliev, Das neue Hinweisgeberschutzgesetz, 2023, S. 71.

⁵ BeckOK HinSchG/Dilling HinschG § 14 Rn. 1-26.

sondern auch jungen Juristen einen Raum zu geben, um sich über Themen zur juristischen Ausbildung- und Karriere auszutauschen. In dieser Ausgabe widmen wir uns dem verdienstvollen Programm BerMüPa und führen Sie in das Leben eines Rechtsreferendars bei der EU-Kommission. Die Redaktion lädt unsere jüngeren Mitglieder, wie auch sonst immer, herzlich ein, uns Beiträge für diese Rubrik zuzusenden.

1^{er} colloque BerMuPa : 60 ans du Traité de l'Élysée : Quelles perspectives d'avenir pour les relations franco-allemandes ?

von Coline Mayaudon, Paris

À l'occasion des 60 ans du Traité de l'Élysée, les 28 et 29 septembre derniers s'est tenu le premier colloque du programme franco-allemand BerMuPa de l'Université Paris-Panthéon-Assas sur la thématique « Quelles perspectives d'avenir pour les relations franco-allemandes ? » sous la direction scientifique de Mesdames Nicolas-Vullierme et Thévenot-Werner.

Il n'est pas toujours aisé de coopérer et ces journées d'études furent l'occasion d'établir un état des lieux de la coopération franco-allemande ainsi que de se questionner sur la dynamique du couple franco-allemand. D'une part, la chute de la pratique de la langue de l'autre en est l'un des premiers freins. Si un article du traité¹ prévoit expressément l'importance des langues², le Conseil d'État a écarté tout effet direct d'un éventuel droit à l'apprentissage de la langue allemande et à la coopération³. D'autre part, même si le cadre juridico-institutionnel est « exemplaire »⁴, il est visible que les thèmes de la défense, de l'innovation numérique, la matière économique et divers concepts juridiques soulèvent des points de divergences entre les deux pays.

1 Traité de l'Élysée, 22 janvier 1963, II- Organisation, C- Education et Jeunesse, a) Enseignement des langues : « Les deux Gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance dans chacun des deux pays de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande. Le Gouvernement fédéral examinera, avec les gouvernements des Länder, compétents en la matière, comment il est possible d'introduire une réglementation qui permette d'atteindre cet objectif. Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, il conviendra d'organiser un enseignement pratique de la langue française en Allemagne et de la langue allemande en France, qui sera ouvert à tous les étudiants. »

2 Anne-Marie Thévenot-Werner, « Rapport introductif : de la coopération à l'intégration franco-allemande ? ».

3 CE. 01 juin 2016, n° 390956 ; Carlo Santulli, « Chronique de droit administratif et droit international », *Revue française de droit administratif*, N° 2, 2017, p. 335.

4 Carolyn Moser, « Une coopération franco-allemande dans le domaine de la défense européenne ? ».

Néanmoins, les deux pays sont capables de compromis. En matière de défense, il est opportun de favoriser les projets techniques sur lesquels les différends ne sont pas des freins. Dans le secteur juridique, les éventuels blocages sont surmontés par la présence de nombreux magistrats de liaison⁵. De surcroît, l'action de la société civile œuvre au rapprochement des citoyens⁶ et marque la volonté d'accroître les liens entre les deux pays autour d'un parcours civil et éducatif⁷.

En outre, la structure institutionnelle, dont la stabilité a été rappelée, ainsi que les travaux politiques et civils contribuent à une coopération bilatérale effective. Celle-ci est démontrée par la création de l'Assemblée parlementaire Franco-Allemande (APFA), des instituts franco-allemands et du Fonds citoyen accompagnant des projets binationaux. Par ailleurs, la coopération transfrontalière⁸ est un exemple de réussite car elle permet aux collectivités territoriales d'avoir des rapports directs entre elles. Le couple franco-allemand s'inscrit également dans une dimension multilatérale en qualité de moteur de l'intégration dans l'Union européenne.

En conclusion, ce colloque a offert une opportunité cruciale de mobiliser les acteurs du monde franco-allemand et d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire commune entre professionnels et membres de la société civile. À la clôture de ces deux journées, il est manifeste que l'avenir du couple franco-allemand repose sur la valorisation de la coopération à tous les niveaux.



Coline Mayaudent est doctorante contractuelle au sein du Centre de Recherche sur la Justice (CRJ) de l'Université Panthéon Assas et Alumni du Programme BerMuPa. Ses domaines d'activités dominantes comprennent le droit privé, la procédure civile et le droit comparé (franco-allemand).

5 Hilâl Berk, « Le rôle de facilitateur du magistrat de liaison ».

6 Julie Benketira, « La coopération transfrontalière, société civile et apprentissage de la langue de l'Autre ».

7 Denis Thouard, « D'une langue à l'autre, sur les chemins de l'avenir ».

8 Notamment grâce au Groupe local de coopération transfrontalière (GLCT) présenté comme une « institution d'origine supranationale » ou encore grâce au Comité de Coopération transfrontalière (CCT) décrit comme un exemple concret et efficace de coopération.

BerMuPa : Stations à Paris et Berlin

von Clémence Desfarges, Berlin

Passionnée depuis longtemps par les relations franco-allemandes et curieuse d'en apprendre davantage sur la vie outre-rhin, j'ai suivi un cursus *AbiBac* au Lycée international Charles De Gaulle, à Dijon. Le programme BerMuPa, s'inscrivant dans la continuité de mes études franco-allemandes, m'a offert l'opportunité d'acquérir des connaissances solides en droit français et les bases du droit civil et constitutionnel allemand. Outre ma volonté de connaître plus en détails la culture, l'histoire et la littérature allemandes, je trouve intéressant d'appréhender le droit et la construction de réflexions juridiques, notamment au regard de l'histoire de l'Allemagne, si différente de celle de la France.

Etudiante en première année de Master Juriste franco-allemand et de *LL.M Europäisches Recht und Rechtsvergleich* à la Humboldt-Universität de Berlin, je me réjouis de faire partie de ce programme d'excellence associant les universités de Paris-Panthéon-Assas, Ludwig-Maximilians de Munich et Humboldt de Berlin. Cette formation se distingue par l'approche transversale qu'elle propose et la grande ouverture d'esprit qu'elle procure, y compris pour les étudiants ne souhaitant pas s'orienter vers des professions liées au droit des affaires ou l'avocature franco-allemande. Elle présente en effet un traitement approfondi de l'intégration européenne, notamment de la réalisation du marché intérieur. L'étude du droit civil se révèle être une base de réflexion particulièrement pertinente pour une approche comparée des droits français et allemand, qui partagent une origine commune mais se différencient par de nombreux aspects, et permet de réfléchir à une potentielle harmonisation du droit à l'échelle de l'Union européenne. Les études franco-allemandes ont l'avantage de mettre à profit deux méthodes de travail complémentaires : d'une part, la méthodologie française, qui accorde une place importante aux exercices théoriques comme les dissertations et implique un niveau élevé d'abstraction, tandis que d'autre part, la méthodologie allemande se concentre sur les cas pratiques et s'attache davantage à des situations concrètes. En outre, le rythme des cours, notamment les échanges entre professeurs et étudiants, est très différent en France et en Allemagne. Je pense également qu'il est intéressant de constater l'influence du droit français et de la philosophie des Lumières et de la Révolution ainsi que du Code civil sur le droit allemand.

Par ailleurs, ce programme m'a permis de nouer des liens avec des étudiants allemands, mais aussi de rencontrer d'autres étudiants

européens, principalement en échange Erasmus. Il me semble essentiel de comprendre la pensée juridique allemande, en particulier dans son rapport à l'Union européenne, notamment en assimilant des notions qui sont complètement étrangères au droit français, telles que le fédéralisme. De plus, la Humboldt-Universität propose un vaste panel d'enseignements, me donnant la chance de suivre un cours en droit d'asile et d'accueil allemand et européen et d'envisager ainsi d'écrire mon mémoire sur ce sujet. J'apprécie également les cours délivrés en droit civil et en droit constitutionnel allemands.

Le programme BerMuPa ouvre à ses étudiants de larges perspectives, aussi bien dans la sphère franco-allemande qu'à l'échelle européenne et internationale. À travers mes études, mais également aux cours de mes stages à la Maison de Rhénanie-Palatinat, j'ai réalisé que l'amitié franco-allemande pouvait revêtir des formes très variées, qu'il s'agisse d'une coopération dans le domaine de la culture, de l'histoire, de l'enseignement, du volontariat ou du sport, notamment pour la jeunesse. En discutant avec les autres étudiants européens, on prend conscience de l'intensité et du caractère unique de la coopération franco-allemande au regard du degré de proximité et d'intégration auquel elle aspire. L'amitié franco-allemande constitue en ce sens une force motrice pour l'Union européenne et jouera sans doute un rôle-clé pour déterminer l'avenir de celle-ci.



Clémence Desfarges, étudiante du programme BerMuPa, est actuellement en première année de master à la Humboldt-Universität de Berlin (HU), en Master Juriste Franco-allemand (Paris-Panthéon-Assas) et en LL.M Europäisches Recht und Rechtsvergleich (HU).

BerMuPa: Stations à Paris et Munich

von Julia Letort, München

Etudiante française du programme BerMuPa, je suis actuellement en première année de master à l'université Ludwig Maximilians München (LMU).

À la suite de mon échange Brigitte Sauzay (échange franco-allemand proposé par l'OFAJ/DFJW d'une durée de trois mois), réalisé en classe de seconde, j'ai su que je voulais continuer d'améliorer mon allemand et effectuer une partie de mes études à

l'étranger. Ainsi, lors des choix d'orientation en classe de terminale, la candidature au programme BerMuPa, connu par le biais d'une amie et ancienne étudiante du programme, m'est apparue comme une évidence. Suite à l'obtention de mon baccalauréat, j'ai intégré le programme et commencé ma licence de droit français à l'Université Paris Panthéon Assas. Grâce au programme, la transition lycée/université s'est faite en douceur. En effet, à l'université, il est parfois difficile de faire connaissance avec ses camarades et de prendre le rythme. Or, en tant qu'étudiante BerMuPa, j'ai eu la chance de faire partie d'une petite promotion me donnant ainsi l'opportunité de connaître rapidement mes camarades et d'être conseillée par les promotions antérieures. Parfois éprouvante, la licence de droit a été une expérience avant tout très enrichissante, qui m'a permis de préparer au mieux mon séjour en Allemagne. En effet, s'il était parfois difficile de faire face à la charge de travail demandée avec rigueur et méthode, j'ai adoré ces trois années de licence lors desquelles j'ai pu suivre des cours dispensés par des professeurs passionnants. Par ailleurs, lors des cours de langue et de droit allemand du diplôme d'université « Civilisation, Langue et Droit Allemands », que les étudiants du programme suivent en parallèle de la licence de droit français, j'ai pu améliorer mon allemand, acquérir du vocabulaire juridique ainsi que des connaissances en droit allemand et ainsi préparer au mieux mon séjour à Munich.

J'ai particulièrement aimé la troisième année de licence, lors de laquelle les étudiants allemands viennent étudier un an et demi à Paris. Le programme prend alors toute sa dimension car une véritable promotion franco-allemande se crée. J'ai alors pu nouer des amitiés avec mes camarades allemands et tenter de les aider à s'adapter à leur nouvel environnement et au système universitaire français. À leur tour, ils m'ont conseillé et aidé lors de mon départ à Munich. La licence s'est clôturée par l'habituel séminaire de droit comparé franco-allemand. Cette étape charnière du programme qui consiste, pour les étudiants français, à rédiger un mémoire sur un sujet de droit allemand et le présenter en allemand était pour moi un défi. J'ai alors eu l'occasion de repousser mes limites et d'approfondir mes connaissances en droit allemand. Ce séminaire a également été l'un des moments le plus attendu du programme. En effet, nous avons eu la chance d'adopter une approche comparative et de discuter avec des professeurs de droit sur les conséquences de la non-exécution du contrat en droit français et allemand, nous permettant de développer notre aptitude au raisonnement et notre réflexion critique.

En dernière année de licence, les étudiants français sont également amenés à choisir leur université d'accueil. Après avoir beaucoup hésité, j'ai choisi la LMU de Munich. Agréable, dynamique et internationale, Munich est une ville idéale pour une expérience à l'étranger. Étudier le droit en Allemagne me donne l'opportunité de prendre du recul sur notre système juridique et d'acquérir une nouvelle méthode de travail complémentaire et rigoureuse, ainsi que des compétences interculturelles essentielles dans un monde globalisé. De plus, le programme m'offre la faculté de rédiger plusieurs mémoires ce qui me permet d'approfondir certaines matières et de me spécialiser peu à peu.

Enfin, par le biais des partenariats conclus par le programme avec des cabinets d'avocats, j'ai eu la chance de réaliser deux stages au sein des cabinets *GGV Avocats Rechtsanwälte* et *Rödl & Partner* qui m'ont permis de confirmer mon projet professionnel. Ainsi, heureuse d'être étudiante au sein du programme BerMuPa, je le recommande vivement à toute personne intéressée par le droit et la langue allemande et désireuse d'étudier à l'étranger.



Julia Letort, étudiante du programme BerMuPa, est actuellement en première année de master à l'université Ludwig Maximilians München (LMU) au sein du LL.M « Grundzüge des deutschen Rechts ». Intéressée par la recherche, elle aimerait, à l'issue de son master, poursuivre en doctorat.

BerMüPa: Stationen in Berlin und Paris

von Moritz Keune, Paris

Der Grundstein für mein Interesse an Frankreich wurde durch einen 6-monatigen Schüleraustausch gelegt.

Bei der Wahl meiner Universität legte ich daher besonderen Wert auf eine deutsch-französische Perspektive. So bin ich auf das BerMüPa-Programm an der Humboldt-Universität zu Berlin aufmerksam geworden.

Mit dem Ziel, in das Programm aufgenommen zu werden, habe ich die Zwischenprüfung absolviert. Durch die Absolvierung von Kursen im französischen Recht behielt ich stets einen Frankreich-Bezug bei.

Im Semester vor dem Auslandsaufenthalt wurden zwei intensive Vorbereitungswochen zum französischen öffentlichen Recht und Zivilrecht mit Professoren der späteren Gastuniversität (*Université Paris II Panthéon Assas*) angeboten. Und auch zu Beginn des Auslandsaufenthaltes hatten wir die Möglichkeit, sowohl an einer über das Programm organisierten Kurswoche als auch an der Einführungswoche für internationale Studierende von der Gastuniversität selbst teilzunehmen.

Für mich waren diese Angebote rückblickend eine große Hilfe, um zu Beginn der Vorlesungen in Paris mithalten zu können. Denn das Jurastudium unterscheidet sich in Frankreich fundamental von dem deutschen System. Neben einigen praxisorientierten Falllösungen liegt der Schwerpunkt nämlich mehr auf der problemorientierten Wiedergabe theoretischen Kurswissens in Form von Aufsätzen (*dissertation*) oder Urteilscommentierungen (*commentaire d'arrêt*).

Trotz der methodischen und inhaltlichen Vorbereitung ist mir der Einstieg nicht leichtgefallen. Dies liegt auch daran, dass wir direkt im dritten Jahr der *Licence* beginnen. Jedoch war es genau dieser mit Überforderung verbundene Einstieg, welcher einen Zusammenschluss der Programmteilnehmer*innen aus meiner Sicht förderte. Neben einigen Teilnehmer*innen aus Berlin verstand ich mich recht schnell auch besonders gut mit einigen Programmteilnehmer*innen von der LMU aus München. Das lag vor allem daran, dass ich in der *Cité Internationale Universitaire* einen Wohnheimplatz im deutschen Haus bekam.

Die *Cité* ist ein einzigartiger internationaler Campus mit Wohnheimen zahlreicher Länder aus aller Welt im Süden von Paris. Vor dem übergeordneten Ziel der Völkerverständigung können internationale Studierende sich bei dem Haus ihres Heimatlandes bewerben und dann entweder dort wohnen, oder über das System der *Brassage* in andere Häuser zugeteilt werden. Jedes Haus beherbergt nur circa 50 % Student*innen aus dem eigenen Land. Die andere Hälfte der Bewohner*innen setzt sich aus internationalen Studierenden zusammen.

Im ersten Jahr meines Aufenthaltes hatte ich das Privileg im deutschen Haus (*Maison Heinrich Heine*) leben zu dürfen. Dort lernte ich schnell viele aufgeschlossene Leute kennen, die heute gute Freunde von mir sind. Das hat mir dabei geholfen, mich schnell in der fremden Stadt zurechtzufinden.

In Bezug auf das Studium an der *Assas* muss ich betonen, dass das erste Jahr und insbesondere das erste Semester wirklich eine große Herausforderung waren. Die regelmäßigen Abgaben in den Arbeitsgemeinschaften Hauptfächer (*travaux dirigés*) und die vielen Vorlesungen mit einer Unmenge an Stoff stellen das Durchhaltevermögen und den Ehrgeiz zu Beginn wirklich auf die Probe. Doch das wirklich anstrengende erste Semester habe ich - auch dank der starken gegenseitigen Unterstützung meiner Mitstudierenden - gut überstanden. Im zweiten Semester hatte ich ein Hauptfach weniger, was spürbar entlastet hat. Auch kam ich besser mit der Stoffmenge und den Klausurformaten zurecht. Am Ende der *Licence* stand die Schwerpunktarbeit inklusive zweitägigem Seminar an.

Rückblickend war die *Licence* für mich wahrscheinlich die bisher arbeitsaufwendigste Zeit im Studium. Gleichzeitig hat es sich umso besser angefühlt, mit den anderen Programmteilnehmer*innen im *Jardin du Luxembourg* neben der Uni die bestandene *Licence* zu feiern.

Weiterhin habe ich in den Sommerferien an einer Summerschool in Singapur zum Thema „KI in Wirtschaft und Recht“ teilgenommen, die von der Pariser Universität angeboten wurde. Das war für mich eine großartige Möglichkeit der kulturellen und interdisziplinären Weiterbildung.

Auch habe ich die lange Sommerpause dazu genutzt, ein Praktikum bei einer Anwältin am *Conseil d'État* und der *Cour de Cassation* zu absolvieren. Dadurch hat sich bei mir die Vorstellung verfestigt, später einmal im deutsch-französischen Kontext tätig zu werden.

Ein ausschlaggebender Punkt, weshalb ich mich für das Programm entschieden habe, war aber auch, dass man nach der *Licence* noch ein Mastersemester in Paris studiert – ohne Notendruck⁹. Ich habe mich für einen Master im europäischen Wettbewerbsrecht entschieden.

⁹ Hinweis: Im BerMüPa-Programm können die deutschen Studierenden sich ihr französisches *Licence*-Studium als deutsches Schwerpunkt-Studium anrechnen lassen. Die Noten aus dem französischen Master-Studium finden hingegen keinen Niederschlag im deutschen Studium.



Moritz Keune hat sein Jurastudium zum Wintersemester 2020 an der Humboldt-Universität zu Berlin aufgenommen. Nach der erfolgreichen Absolvierung der Zwischenprüfung wurde er 2022 in das BerMüPa-Programm aufgenommen. In dessen Rahmen hat er 2023 seine Licence en droit erfolgreich absolviert und befindet sich nun in seinem letzten Auslandssemester im Master an der Université Paris II Panthéon Assas.

Geheimtipp für Rechtsreferendar*innen: Wahlstation bei der Europäischen Kommission

von Björn Schümann, Frankfurt am Main



Von Pommes frites bis Parlamentsanfragen: wer nach den Strapazen des schriftlichen Assessorexamens nach einer Wahlstation fernab des heimatlichen OLG-Bezirks sucht, der kann in Brüssel fündig werden. Gerade Rechtsreferendar*innen, die sich im deutsch-französischen Jura-Kontext wohlfühlen, kommen dort voll auf ihre Kosten. Ein Erfahrungsbericht.

Die letzte Klausur im Leben eines zukünftigen Volljuristen ist geschrieben, doch beendet ist die juristische Ausbildung damit noch nicht. Vor der das Referendariat abschließenden mündlichen Prüfung sehen die Prüfungsordnungen der Bundesländer noch eine letzte Ausbildungsstation vor. Rechtsreferendar*innen können diese selbst recht frei gestalten. Einzige Bedingung in den meisten Bundesländern: Ausbilder*in muss Volljurist*in sein. Nicht wenige kommen auf die Idee, diese Wahlstation im Ausland zu absolvieren. Beliebte sind dabei selbstredend die Auslandsvertretungen des Auswärtigen Amtes. Doch wer statt Diplomatie in Dubai, DC oder Dakar lieber die faszinierende Funktionsweise der europäischen Institutionen kennenlernen möchte, der sollte einen Blick nach Brüssel werfen. Mit ausreichend Vorlauf und etwas Glück kann hier jede*r eine spannende Wahlstation finden, die zu den eigenen Interessen passt. Dabei kann man nicht nur europäische Gesetzgebung hautnah miterleben und überzeugte Europäer*innen an jeder

Straßenecke (und natürlich in jeder Brasserie) treffen, sondern *en passant* auch das abwechslungsreiche Belgien besser kennenlernen.

Wie wird man nun für drei Monate EU-Beamter? Was erwartet einen in den Büros des Berlaymont? Und ist Brüssel bzw. das Land drumherum überhaupt schön?

**Das
Bewerbungsverfahren für
eine Wahlstation bei der
EU-Kommission:
stage atypique**

Anders als der zeitaufwendige und kräftezehrende Concours, um tatsächlich EU-Beamter zu werden oder die light Version zur Aufnahme in das begehrte Bluebook-Traineeship-Programm, läuft das Bewerbungsverfahren für Rechtsreferendar*innen informell ab. Da die EU-Kommission bis auf einen Zugangs-Badge und einen Dienstlaptop mit Headset keinerlei Aufwendungen für Rechtsreferendar*innen tätigt, sondern sie unter dem Stichwort *stage atypique* laufen lässt, stellt sie auch keinerlei formelle Anforderungen an die jungen, gut ausgebildeten und meistens sehr motivierten Arbeitskräfte aus Deutschland. Daher gilt es rechtzeitig (am besten mindestens ein Jahr vor Beginn der Wahlstation) eine*n Volljurist*in in der EU-Kommission zu finden, der*die für die Ausbildung in Frage kommt. Sehr hilfreich ist dabei der regelmäßige Newsletter des Auswärtigen Amtes zu Jobmöglichkeiten in den Europäischen Institutionen. Hier finden sich stets interessante Ausschreibungen der einzelnen Generaldirektionen und anderer EU-Behörden. Er kann unter eu-karrieren@auswaertiges-amt.de abonniert werden. Als besonderes Angebot kann man dort auf Nachfrage auch eine auf die eigenen Interessen angepasste Adressliste mit Volljurist*innen und Ansprechpartner*innen erhalten, sodass man sich gezielt mit einfacher E-Mail und angehängtem Lebenslauf bewerben kann. Je nach Reaktionsfreudigkeit der Adressaten kann dann ein Poker-Spiel darüber beginnen, bei welcher Stelle man schlussendlich zusagt.

Ist die Zusage unter Dach und Fach und der zuständigen Ausbildungsbehörde im OLG-Bezirk gemeldet, muss unter Umständen noch ein auf die Stelle abgestimmter Ausbildungsplan aufgestellt werden und schon steht einer Zuweisung nichts mehr im Wege.

Rechtzeitig vor den schriftlichen Klausuren sollte man sich nun noch um eine Wohnung auf dem umkämpften Brüsseler Wohnungsmarkt suchen. Da viele junge Leute oft nur für ein paar Monate Station in Brüssel machen, kann man hier mit etwas Glück etwas Schönes für nur drei Monate in der Nähe des europäischen Viertels finden.

Einblicke in das Leben der EU-Beamten

Ist die Wohnung gefunden, das Examen geschrieben und der Zug nach Bruxelles Midi gebucht, steht einer tollen Zeit in Brüssel nichts mehr entgegen. Nachdem am ersten Tag der *Badge* und der Laptop abgeholt worden sind, heißt es erstmal das richtige Bürogebäude um den Schuman-Kreisel zu finden. Die Wahrscheinlichkeit, sein Büro im Berlaymont-Gebäude zu haben, ist wohl eher gering. Aber in Laufnähe sind fast alle anderen Kommissionsliegenschaften, sodass einer Mittagspause in der Kantine des Berlaymont nichts im Wege steht. Oder auch in der Kantine des Rates im Justus-Lipsius-Gebäudes gegenüber, die ein Geheimtipp der Referendar*innen ist.

Schon vom ersten Tag an wird man in die Referatsarbeit eingebunden. Dass einen die Arbeitsabläufe, Abkürzungen und Wege zunächst so überfordern dürften wie den Protagonisten Samy in der preisgekrönten belgisch-französisch-deutschen Polit-Satire *Parlement*, wird von einem – hoffentlich – wunderbaren Umfeld wettgemacht. Mein Team vom Referat F.3 in der Generaldirektion Umwelt hat mich jedenfalls mit offenen Armen empfangen und sich große Mühe gegeben, mir das komplexe Themengebiet rund um den internationalen Artenschutz und das Washingtoner Artenschutzabkommen CITES näher zu bringen. Als ich in den ersten Tagen eine E-Mail mit dem Betreff „Shark finning“ bekam, fühlte ich mich vollends wie das alter ego von Samy.

Ein Highlight meines Aufenthalts war die Mitarbeit an einem Gesetzentwurf zur Änderung einer artenschutzrechtlichen Verordnung, die das schwierige Verhältnis zwischen völkerrechtlicher, europarechtlicher und nationaler Ebene im multilingualen Kontext offenbart. Erst wer einmal selbst daran mitgewirkt hat, kann wohl das komplexe Ineinandergreifen der europäischen Institutionen nachvollziehen und den Sinn dahinter begreifen. Nur wenn die Belange von allen betroffenen Stakeholdern gehört und angemessen berücksichtigt werden, kann ein Rechtsrahmen geschaffen und geändert werden, der für alle EU-Bürger*innen Rechtsverbindlichkeit beansprucht. Während meiner Station konnte ich die Arbeitsweise in der Gesetzgebung in den verschiedenen Formaten miterleben: bei wöchentlichen Referatsrunden, team-internen Kaffeerunden, hybriden Telefonschalten mit Experten der Mitgliedstaaten und am runden Tisch im Konferenzsaal mit den Vertretern der Mitgliedstaaten. Beeindruckend fand ich die flachen Hierarchien, die in der Generaldirektion Umwelt zu einem angenehmen Arbeitsklima beitragen und jedem und jeder das Gefühl geben, wertgeschätzt zu werden. *Vive l'Europe!*

Und außerhalb des Büros?

Zwar wird von Rechtsreferendar*innen eine motivierte Mitarbeit an vier bis fünf Tagen pro Woche erwartet, der Spaß kommt in Brüssel dennoch nie zu kurz. Wer gerne ein Revival seiner Studierendenzzeit wünscht, der kommt donnerstags abends auf dem „Plux“ – Place de Luxembourg voll auf seine Kosten. Um den dortigen Kreisel direkt an der Brüsseler Dependance des EU-Parlaments versammeln sich bis spät in die Nacht Bluebook Trainees, Referendar*innen und Young Professionals zum „Networken“, also dem Konsum belgischen Biers und der Hoffnung, gemeinsam das europäische Projekt voranzubringen.

Auch der Place Jourdan mit der wohl bekanntesten Pommes-Bude Brüssels Maison Antoine, an der schon Angela Merkel in einer Verhandlungspause belgische Fritten für ihr Team und sich ergattert hat, ist unter der Woche voller EU-Beschäftigter. Das Afterwork findet hier mit einer Pommes-Tüte bewaffnet in einer der umliegenden *brasseries* statt. Nach ein bis zwei Gläsern des starken belgischen Biers sind die Strapazen der Examensvorbereitung schon in weite Ferne gerückt und an die mündliche Prüfung muss auch noch nicht gedacht werden.

Am Wochenende lädt Brüssel selbst mit einer Fülle von Museen und kulturellen Veranstaltungen zu bunter Abwechslung ein. Außerdem lässt sich Belgien wunderbar mit dem gut funktionierenden Bahnnetz der SNCB erkunden. Nichts spricht bei gutem Wetter gegen einen Tagestrip an den Strand. Auch die malerischen Städte Löwen, Gent und Brügge sind immer einen Besuch wert. Weiterer Geheimtipp für frankophile Historienbegeisterte: eine halbe Stunde vor Brüssel liegt Waterloo. Wer die Butte du Lion hinaufsteigt, sieht die Weiten des Schlachtfeldes und in der Ferne die von Victor Hugo beschriebene Ferme d'Hougoumont mit einer eindrucksvollen Multimedia-Installation zur Schlacht.

Résumé

Die Wahlstation in Brüssel ermöglicht ein wahrliches Potpourri, das verlockend für jede*n Rechtsreferendar*in sein dürfte: ausreichend Abstand von der Anfertigung der Examensklausuren, hands-on Einblicke und Mitarbeit am europäischen Projekt, das Eintauchen in eine begeisterte, motivierte und offenherzige Pro-Europa-Blase und belgische Kulinarik. Außerdem ist es eine der wenigen Möglichkeiten, während der deutschen Juristenausbildung praktische Erfahrungen im französischsprachigen Umfeld zu sammeln. Zwar ist Arbeitssprache trotz des Brexits weiterhin unangefochten (irisches) Englisch. Das Leben in Brüssel und auf den Gängen der europäischen Institutionen findet dennoch größtenteils auf Französisch statt.

Abseits des EU-Viertels wird man in Brüssel außerdem oft unfreiwillig Zeuge des großen belgischen Konflikts zwischen Wallonen und Flamen. Gerade in diesen Zeiten sollten wir uns immer wieder daran erinnern, dass wir auch in Europa trotz aller sprachlichen und kulturellen Unterschiede nur erfolgreich sein können, wenn wir zusammen am Europäischen Projekt arbeiten. Die Wahlstation ist ein kleiner Schritt in die richtige Richtung.



Björn Schümann ist Assessor in Frankfurt am Main. Er hat am Centre juridique franco-allemand in Saarbrücken und an der Université de Strasbourg seine Licence de droit erlangt. Im November 2023 absolvierte er erfolgreich das Assessorexamen am Oberlandesgericht Frankfurt am Main.

■ Im Gespräch

In den Gesprächen der Actualités stellen sich Persönlichkeiten des deutsch-französischen Rechtslebens den Fragen der Schriftleitung, insbesondere zu ihrer Motivation, sich in ihrem akademischen Werdegang bzw. in ihrer beruflichen Tätigkeit mit dem Recht des Nachbarlandes zu befassen.

Prof. Dr. Aurore Gaillet, Toulouse im Gespräch



Il peut être vain de présenter Madame Aurore Gaillet, professeure à l'Université Toulouse Capitole, aux membres de la DFJ et de l'AJFA qui ont eu le grand plaisir d'écouter ses brillantes interventions lors du congrès du printemps de la DFJ à Heidelberg puis, récemment, lors du congrès de Toulouse.

Il n'est pas fréquent qu'un professeur agrégé d'université française oriente sa recherche entre autres sur le droit d'un pays voisin et ne serait-ce que pour cela, le parcours d'Aurore Gaillet a le mérite d'être présenté brièvement.

Après une cotutelle de thèse menée auprès des universités de Strasbourg et de Fribourg, Aurore Gaillet obtint une bourse de

recherche auprès du Max-Planck-Institut für Rechtsgeschichte und Rechtstheorie de Francfort-sur-le-Main. Elle devint ensuite maîtresse de conférences à l'université de Strasbourg puis fut reçue au concours de l'agrégation. Aurore Gaillet est membre junior de l'Institut Universitaire de France. Son livre intitulé « La Cour constitutionnelle fédérale allemande. Reconstruire une démocratie par le droit (1945–1961) » a reçu le prix 2022 de la Fondation Édouard Bonnefous – Institut de France.

Dans quelles circonstances avez-vous commencé à vous intéresser au droit allemand ?

À l'invitation d'Olivier Jouanjan, grand spécialiste du droit public allemand, lui-même élève de Michel Fromont, pionnier en la matière, j'ai rédigé une thèse de doctorat sur le droit public allemand au XIX^e siècle¹. La direction d'Olivier Jouanjan (Strasbourg) et de Thomas Würtenberger (Freiburg-en-Brisgau) m'a permis d'obtenir un double doctorat (cotutelle de thèse). L'orientation historique de mon sujet m'a en outre conduite à passer une année à l'Institut Max-Planck de Francfort : alors intitulé « pour l'histoire européenne du droit », l'Institut organisait une « *research school* », réunissant plusieurs doctorants de divers pays d'Europe. Les séminaires dirigés par Michael Stolleis ont été décisifs pour la suite de mon parcours.

Depuis lors, je n'ai plus cessé de m'intéresser au droit allemand et au droit public comparé, du XIX^e au XXI^e siècle. Mes derniers travaux² m'amènent à travailler plus spécialement sur la justice constitutionnelle, dans une perspective contentieuse, mais aussi historique, comparée et institutionnelle. La rencontre de nombreux acteurs du droit et de la justice allemands constitue une source de réflexion et d'engagement croissante.

Quelles différences ayant des incidences sur votre propre vie professionnelle relevez-vous particulièrement entre les pratiques juridiques en France et en Allemagne ?

Les différences entre les pratiques juridiques en France et en Allemagne sont pour moi d'abord un objet de réflexions et de recherches. En dépit de rapprochements et de la « juridictionnalisation » croissante du Conseil constitutionnel français, les différences avec la Cour constitutionnelle fédérale allemande demeurent, par exemple, profondes, qu'il s'agisse de

¹ L'individu contre l'État. Essai sur l'évolution des recours de droit public dans l'Allemagne du XIX^e siècle, Paris, Dalloz, 2012.

² Par exemple : La Cour constitutionnelle fédérale allemande. Reconstruire une démocratie par le droit (1945-1961), Paris, La Mémoire du Droit, 2021.

la composition des institutions, des procédures contentieuses, des compétences, des « styles », des principes et outils d'interprétation ou encore des rapports avec les autres acteurs du système constitutionnel. L'histoire et les cultures constitutionnelles sont des facteurs d'explication importants à comprendre, y compris lorsque l'on prend conscience des enjeux communs, auxquels font face les cours, et de l'importance de leur coopération en Europe.

D'autres différences sont à observer au niveau des juristes, de la « science juridique », dont je fais partie, en ma qualité de professeure de droit. J'ai la chance d'être membre d'associations de juristes françaises et allemandes. Être membre de l'Association des professeurs allemands de droit public me permet par exemple de constater combien cette association, désormais centenaire, constitue une interface entre professeurs de droit public et « juges-professeurs » (à la Cour de Karlsruhe notamment), inégalée en France³.

L'incidence sur ma vie professionnelle ? M'inciter à travailler à être toujours une meilleure juriste et à m'efforcer d'œuvrer au dialogue entre juristes comme au dialogue entre juristes et cours constitutionnelles – dialogue particulièrement important à l'heure où ces institutions de l'État de droit démocratique font face aux critiques populistes.

Selon vous, quels sont les métiers les plus adaptés à des juristes ayant des connaissances en droit français et en droit allemand ?

Les métiers sont multiples. Parmi mes anciens étudiants franco-allemands (je dirige un double diplôme à l'Université de Toulouse Capitole), certains sont devenus avocats, avec une ouverture franco-allemande, d'autres travaillent dans des entreprises internationales (Airbus notamment), d'autres encore dans les institutions européennes. La fonction publique territoriale ou d'État constitue également une piste non négligeable, tant la langue allemande et la maîtrise du droit sont des qualités recherchées, rares et reconnues.

Pour les jeunes chercheurs dont j'ai dirigé ou dirige encore des travaux de recherches, la voie universitaire est évidemment une belle voie, avec des possibilités pour continuer à s'investir dans l'enseignement et la recherche, en France et en Allemagne. Mes jeunes docteurs allemands peuvent envisager des professions juridiques en Allemagne (après l'obtention des *Staatexamen*),

³ A. Gaillet, M. Fromont, « Die Staatsrechtslehrervereinigung aus französischer Perspektive », in P. Cancik, *et al.* (dir.), 100 Jahre Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer, Tübingen, Mohr Siebeck, p. 893-910.

mais également une thèse d'habilitation pour devenir professeurs.

Quelles sont les recommandations que vous pourriez donner d'une façon générale à des jeunes juristes ?

Soyez curieux et ouverts : entretenir sa capacité à s'étonner et à chercher à comprendre le monde qui nous entoure permet, il me semble, de trouver quelques ingrédients pour faire ce que l'on fait en y trouvant un sens.

Soyez rigoureux dans votre travail, sans cesse, sans oublier de rester bienveillants, envers vous-mêmes et avec les autres : ces conseils sont sans doute bien trop généraux, mais ils peuvent aider à associer des objectifs professionnels et humains.

Merci pour l'entretien.

■ Iurisprudentia

Le rejet par l'OLG de Sarrebruck d'une action en fixation de créances portée contre une société française soumise à un plan redressement

von Ronan Dugué, Achern/Paris

Dans un arrêt en date du 5 avril 2023, le *Saarländisches Oberlandesgericht* a été amené, dans une affaire opposant deux procédures d'insolvabilité ouvertes en Allemagne et en France, à juger une action de droit allemand en fixation de créances confrontée aux dispositions du droit français des procédures collectives.

Par un contrat dit de location financière, rédigé en français et soumis au droit allemand, une société de droit allemand a donné en location un véhicule poids lourd de 10 tonnes aménagé en laboratoire à une société de droit français. Le contrat portait sur une durée de quatre ans et prévoyait une obligation de restitution de la chose louée à la fin du contrat, tout en stipulant une valeur résiduelle du bien en fin de location. Un avenant au contrat stipulait que le bailleur avait cédé ses droits et créances nés de ce contrat à une banque.

Quelques semaines avant l'échéance de la période de location de quatre ans, le preneur manifestait au bailleur son souhait d'acquérir le véhicule contre paiement de la valeur résiduelle fixée au contrat. La banque cessionnaire des créances du

bailleur réclama le paiement de cette somme, auquel procéda le preneur, certes en retard. La banque donna quittance de ce paiement, déclarant ne plus être titulaire d'aucun droit en vertu du contrat, et le preneur conserva la possession du véhicule. Plus tard encore, la société française réclama à la société allemande la transmission de documents se rapportant au véhicule afin d'effectuer des formalités d'immatriculation en préfecture. Un représentant légal du bailleur répondait favorablement à cette demande.

Deux ans plus tard, ce dernier, intervenant cette fois en qualité de liquidateur amiable de la société allemande, réclamait à la société française la restitution du véhicule ainsi qu'une indemnité de jouissance du véhicule correspondant à 34 échéances de loyer se rapportant aux 34 mois écoulés depuis l'expiration de la durée du contrat de quatre ans. La société française contestait ces demandes en prétendant avoir acquis le véhicule. Le lendemain de cette mise en demeure, la société allemande déposait une demande d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité. L'*Insolvenzverwalter* (administrateur de l'insolvabilité) poursuivit d'abord la banque, en vain. C'est alors que les demandes formulées contre la société française furent portées devant les juridictions de Sarrebruck.

En première instance, une créance de l'administrateur de l'insolvabilité fut reconnue contre le preneur, non sur le fondement du contrat mais en vertu des dispositions de l'article 546a du BGB (Code civil allemand), qui permettent au bailleur de réclamer une indemnité au preneur qui ne restitue pas la chose louée à la fin du bail. Un appel est alors interjeté par la société française devant le *Saarländisches Oberlandesgericht* (Tribunal Supérieur – ou Cour d'appel – du Land de la Sarre). C'est aussi à l'occasion de ce recours que la partie appelante dévoile, en 2021, avoir fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ouverte en 2016 et ayant conduit l'année suivante à l'adoption d'un plan de redressement s'étendant sur 10 ans.

La compétence internationale des juridictions allemandes n'était pas discutée et ressortait d'une clause attributive de juridiction stipulée au contrat de location.

La juridiction d'appel devait alors déterminer la portée de l'ouverture d'une procédure collective en France à l'égard du preneur sur les demandes formées contre cette société. La procédure de redressement judiciaire ouverte en France bénéficie de la reconnaissance automatique dans tous les États membres de l'Union européenne en vertu du Règlement

européen sur l'insolvabilité (REI). Dans son arrêt, la Cour rappelle que la loi de l'État d'ouverture détermine notamment les effets de la procédure d'insolvabilité sur les procédures engagées par des créanciers individuels, en se référant à l'article 7 paragraphe 2, f) du règlement (refonte) UE n° 2015/848 du 20 mai 2015, applicable, selon son article 92, à partir du 26 juin 2017, soit antérieurement à la procédure engagée devant les juridictions allemandes en 2019. Pourtant, il semblerait que s'applique plutôt l'ancien REI, soit le règlement (CE) n° 1346/2000 du 29 mai 2000. En effet, l'article 86 du règlement (refonte) UE n° 2015/848 prévoit que les dispositions de ce dernier ne sont applicables qu'aux procédures d'insolvabilité ouvertes postérieurement au 26 juin 2017 et que le règlement (CE) n° 1346/2000 continue de s'appliquer aux procédures d'insolvabilité ouvertes avant le 26 juin 2017. Quoi qu'il en soit, les dispositions du REI qui intéressent l'espèce n'ont guère évolué lors de sa refonte, en dehors de modifications rédactionnelles mineures.

Le droit français devait ainsi commander les effets de la procédure de redressement judiciaire sur l'action portée devant les juridictions sarroises. En l'occurrence, l'article L. 622-21, I du Code de commerce interdit, à compter du jugement d'ouverture d'une procédure collective française, toute action en justice de créanciers tendant soit à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent, soit à la résolution d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent. Cette interdiction ne concerne pas les créances postérieures privilégiées visées à l'article L. 622-17, I du même code.¹

En référence à l'interdiction de l'article L. 622-21, I précité, les demandes de l'*Insolvenzverwalter* étaient de deux ordres : d'une part, des demandes de condamnation en paiement d'indemnités de jouissance nées postérieurement à l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire du preneur et, d'autre part, des demandes en fixation ou constatation (*Feststellung*) de créances dues par la société française au titre des indemnités de jouissance nées antérieurement à l'ouverture de la procédure collective française.

L'*Oberlandesgericht* de Sarrebruck constate dans sa décision que l'arrêt des poursuites s'imposait en ce qui concerne toute

¹ Créances nées régulièrement après le jugement d'ouverture pour les besoins du déroulement de la procédure ou de la période d'observation, ou en contrepartie d'une prestation fournie au débiteur.

demande en paiement de créances d'indemnité de jouissance du véhicule nées avant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. En revanche, la Cour retient que l'arrêt des poursuites ne s'étend pas aux demandes de fixation de créances formées pour la période antérieure à l'ouverture du redressement judiciaire.

Au soutien de sa décision, la juridiction constate que le Code de commerce prohibe seulement les actions tendant au paiement d'une somme d'argent, c'est-à-dire celles qui visent l'obtention contre l'adversaire d'un titre étatique exécutoire portant injonction d'exécuter une prestation. Selon l'*Oberlandesgericht*, les textes de loi française ne connaissent certes pas les « actions déclaratoires » (*Feststellungsklagen*) mais ces dernières seraient de plus en plus admises par la jurisprudence. Ainsi, dans un arrêt du 9 septembre 2020², la Chambre commerciale de la Cour de cassation aurait jugé qu'une partie « peut toujours saisir le juge pour faire statuer sur l'existence et le quantum d'une créance quand bien même elle ne pourrait pas être immédiatement invoquée ou quand bien même elle serait conditionnelle ». À la lecture de cet arrêt du 9 septembre 2020, il apparaît que la phrase citée ne provient pas des motifs de la Cour mais de l'énoncé des moyens du pourvoi et que ce pourvoi a été rejeté. La Cour de cassation n'a donc pas consacré la recevabilité d'une telle « action déclaratoire » contre une partie faisant l'objet d'une procédure collective. Au contraire, elle juge que la partie demanderesse était « *sans intérêt à demander qu'il soit statué par anticipation au cours de l'exécution du plan sur le principe et le montant de sa créance de dommages-intérêts* ».

Comme le relève l'*Oberlandesgericht*, l'interdiction des poursuites posée à l'article L. 622-21, I précité n'est pas absolue et ne fait pas obstacle à certains types d'actions. Il faut pour cela que la demande ne puisse pas avoir pour effet le paiement d'une somme d'argent. Tel est le cas d'une action contre un liquidateur judiciaire en nullité d'une vente pour dol et pour non-respect de règles protectrices du Code de la consommation par la société venderesse en liquidation judiciaire. Dans un arrêt du 7 octobre 2020³, la Chambre commerciale de la Cour de cassation a admis une telle action, tout en prenant soin de préciser que les demandeurs ne

² Cass. com., 9 sept. 2020, n° 19-10.206, cf. not. Revue de Droit bancaire et financier n° 6, Novembre 2020, comm. 141, obs. Caroline Houin-Bressand ; JCP E., n° 11, 18 Mars 2021, 1136, obs. Mathias Houssin ; Lettre d'actualité des Procédures collectives civiles et commerciales n° 17, Octobre 2020, alerte 225, obs. Pierre Cagnoli.

³ Cass. com., 7 oct. 2020, n° 19-14.422, cf. not. Revue des procédures collectives n° 5, Septembre 2021, comm. 125, obs. Francine Macorig-Venier; JCP E., n° 43-44, 22 Octobre 2020, act. 721.

sollicitaient pas la condamnation du vendeur au paiement d'une somme d'argent et n'invoquaient pas le défaut de paiement d'une telle somme.

Bien qu'une interdiction, comme celle d'engager une action en justice, doit en principe être interprétée strictement, la Cour de cassation, certainement soucieuse de donner plein effet à cette interdiction fondée sur la discipline collective à laquelle sont soumis les créanciers et sur le soutien à un éventuel sauvetage de l'entreprise en difficulté, entend largement la notion d'action tendant à la condamnation au paiement d'une somme d'argent. C'est ainsi que même si une action n'y tend pas directement, la prohibition demeure dès lors qu'elle vise même indirectement l'engagement de dépenses supplémentaires. Par exemple, l'action de l'ex-conjoint d'un débiteur en liquidation judiciaire en garantie de sommes qui pourraient être mises à sa charge tend bel et bien à la condamnation du débiteur au paiement de sommes d'argent bien qu'il ne s'agisse pas *stricto sensu* d'une demande de condamnation en paiement.⁴

En l'espèce, la demande portant sur la fixation d'une créance pour la possession du véhicule entre la fin du contrat de location et l'ouverture de la procédure collective visait indirectement le paiement de sommes d'argent. Les demandes relatives au paiement de sommes d'argent en rapport avec des créances antérieures à l'ouverture de la procédure collective sont soumises à l'obligation de déclarer sa créance.⁵ Le juge-commissaire décide alors de l'admission ou du rejet des créances déclarées et c'est devant son office que doivent être portés les recours contre une décision de rejet de créance.⁶ Dès lors qu'une créance de somme d'argent née antérieurement à l'ouverture de la procédure collective est en jeu, le créancier doit suivre le parcours imposé de la déclaration de créance suivie le cas échéant du recours juridictionnel devant le juge commissaire. A défaut, la créance est inopposable à la procédure collective et le créancier pourra éventuellement agir à nouveau en cas de résolution du plan, en bénéficiant de la suspension de la prescription jusqu'à la clôture de la procédure collective.

En définitive, le *Saarländisches Oberlandesgericht* juge les demandes recevables mais mal fondées. La Cour estime qu'il ressort des échanges entre les parties que le bailleur a vendu le

⁴ Cass. com., 29 mai 2019, n° 16-26.989, Procédures n° 8-9, Août 2019, comm. 232, obs. Blandine Rolland.

⁵ Article L. 622-24 du Code de commerce.

⁶ Articles L. 624-2 et L. 624-3 du Code de commerce.

véhicule au preneur et a abandonné son droit à restitution du véhicule⁷. La demande de l'*Insolvenzverwalter* était en outre contraire à la bonne foi⁸ en raison de son comportement contradictoire (encaissement d'un loyer final correspondant à la valeur résiduelle du véhicule et demande de restitution de ce même véhicule).

L'examen des faits montre cependant que la parfaite bonne foi ne régnait pas non plus du côté du défendeur : il a omis durant cinq ans de faire état de l'ouverture d'une procédure collective à son égard. En raison des brefs délais imposés par le droit français pour déclarer une créance⁹, différence majeure avec le droit allemand de l'insolvabilité¹⁰, l'*Insolvenzverwalter* ne pouvait plus déclarer sa créance lorsqu'il a appris l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. De même, le délai imparti pour tenter d'obtenir un relevé de forclusion avait expiré.¹¹ Mais encore fallait-il que la créance existe alors que le *Saarländisches Oberlandesgericht* a rejeté toutes les demandes au fond.



Ronan Dugué, Avocat (Paris) et Rechtsanwalt (Freiburg i. Br.), est membre du French Desk au sein du cabinet Schultze & Braun en Allemagne. Il intervient en particulier en droit des restructurations et insolvabilités transfrontalières ainsi qu'en droit des affaires franco-allemand et international.

7 Sur le fondement de l'article 397 al. 1^{er} du BGB.

8 *Treu und Glauben* (article 242 du BGB).

9 Délai de deux mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC) fixé par l'art. R622-24 du Code de commerce, augmenté de deux mois pour les créanciers situés à l'étranger, comme c'était le cas en l'espèce, soit un total de quatre mois.

10 L'art. 177 du Code de l'insolvabilité allemand (*Insolvenzordnung*) permet des déclarations ultérieures après le délai de déclaration fixé dans l'ordonnance d'ouverture de la procédure, qui n'est donc pas un délai de forclusion. « *En théorie, il est donc possible d'effectuer une déclaration de créance jusqu'à la fin de la procédure* » (Münchener Kommentar zur Insolvenzordnung, Riedel, § 177, Rn. 4).

11 Délai de six mois à compter de la publication du jugement d'ouverture (art. L. 622-26 al. 3 du Code de commerce).

Französische *société civile*: Rechtsnatur, Wirkung des Gesellschafterwechsels auf ihre Identität, Vertretungsmacht ihrer Geschäftsführer

von Prof. Dr. Francis Limbach, Saarbrücken

Der hier besprochene Beschluss des Bayerischen Oberlandesgerichts vom 8. September 2023¹ schließt ein Verfahren gemäß § 23 Abs. 1 Satz 1 EGGVG über die Rechtmäßigkeit eines Justizverwaltungsakts ab, das in zivilrechtlichen Entscheidungsbesprechungen eher selten ein Thema ist. Ausgangssituation war eine französische *société civile*, offenbar im Möbeldesign tätig, die in einem 2006² abgeschlossenen Verfahren vor dem LG München I offenbar in einer Geschmacksmustersache ein Urteil gegen einen mutmaßlich deutschen Nachahmer erstritten hatte, in dem dieser zu Unterlassung, Auskunftserteilung, Rechnungslegung und Löschung eines Eintrags in der Urheberrolle des Deutschen Patent- und Markenamt verurteilt worden war. Das Urteil war damals in Rechtskraft erwachsen und so handelte es sich in der hier zu besprechenden Entscheidung im Wesentlichen um etwas anderes: Die damalige Klägerin, die französische *société civile*, hatte aus Gründen, die hier von nachrangiger Bedeutung sind, Einsicht in die frühere Verfahrensakte beantragt, die ihr das LG München I in der Folge bewilligt hatte. Hiergegen wendete sich die im Ausgangsrechtsstreit unterlegene Beklagte (nachfolgend: „Antragstellerin“) im Wege eines Antrags beim BayObLG auf gerichtliche Entscheidung gemäß § 23 Abs. 1 Satz 1 EGGVG. In dem darauf ergangenen Beschluss setzt sich das BayObLG mit Rechtsfragen auseinander, die für diese Verfahrensart durchaus praxisrelevant sind: Welche Voraussetzungen bestehen für eine Antragsbefugnis nach § 23 Abs. 1 Satz 1 EGGVG?³ Behält die Partei in dem Ausgangsverfahren ihre Parteistellung bei, wenn sie Akteneinsicht zu einem Zeitpunkt begehrt, an dem das Ausgangsverfahren bereits abgeschlossen ist, oder ist sie als „Dritte“ i. S. d. § 299 Abs. 1 und 2 ZPO einzustufen?⁴ Nach welchem Maßstab bestimmt sich das „rechtliche Interesse“ eines Antrags auf Akteneinsicht gemäß § 299 Abs. 2 ZPO? Inwieweit wirkt sich

1 BayObLG, Beschluss vom 8. September 2023 – 101 VA 117/23 –, BeckRS 2023, 24257.

2 Teilweise ist in der Entscheidung auch von 2008 die Rede.

3 BayObLG, Beschl. vom 08.09.2023, BeckRS 2023, 24257 Rn. 21 ff.

4 BayObLG, a. a. O., Rn. 19 f.: Die Frage ist insofern bedeutsam, als ein Dritter gemäß § 299 Abs. 2 ZPO ein berechtigtes Interesse glaubhaft machen muss, um Akteneinsicht zu erlangen.

aus, dass Akteneinsicht in der Weise begehrt wird, dass die Gerichtsakte an einen Rechtsanwalt außerhalb der deutschen Jurisdiktion versendet werden soll?

Für die Zwecke der vorliegenden Besprechung waren in der Entscheidung aber Fragen von Interesse, die die Rechtsnatur und die Ausgestaltung einer französischen *société civile* betrafen, so die Frage, welche Auswirkungen ein Wechsel der Gesellschafter auf die Identität der Gesellschaft hat, wer befugt ist, die Gesellschaft wirksam zu vertreten, und welche Publizität den gebotenen Beweis der Existenz und Identität einer *société civile* sowie der Vertretungsmacht ihrer Organe erbringt.

Auswirkungen des Gesellschafterwechsels auf die Identität der *société civile*

Die Antragstellerin verwies darauf, dass die um Akteneinsicht ersuchende *société civile* (nachfolgend: „Antragsgegnerin“) eine „Gesellschaft bürgerlichen Rechts nach französischem Recht“ sei, die zur Zeit des Ausgangsrechtsstreits aus fünf Gesellschaftern bestanden habe. Es sei, so die Antragstellerin, nach mehr als 20 Jahren nicht sicher, dass die Gesellschaft noch in der ursprünglichen Zusammensetzung fortbestehe. Zu befürchten sei daher, dass bei einem Wechsel der Gesellschafter die Antragsgegnerin „nicht mehr mit der ursprünglichen Prozesspartei identisch“ sei.⁵

Die Bedenken der Antragstellerin kann das Gericht freilich leicht zerstreuen: Zwar sei ausweislich des vorgelegten aktuellen Auszugs aus dem französischen *Registre national des entreprises* erkennbar, dass sich der Kreis der Gesellschafter seit Abschluss des Ausgangsrechtsstreits geändert habe, jedoch habe ein Wechsel der Gesellschafter nach französischem Recht die Identität der Gesellschaft nicht berührt.⁶ Bezugnehmend auf ein Gutachten zum französischen Recht, das im Ausgangsrechtsstreit in Auftrag gegeben worden war, stellt das BayObLG fest, „dass die Rechtsfähigkeit einer *société civile* in Frankreich bereits seit einer Entscheidung des *Cour de cassation* aus dem Jahre 1891 allgemein anerkannt sei“ und dass „[d]urch die Novelle vom 4. Januar 1978 [...] Art. 1842 Abs. 1 Satz 1 *Code Civil* dahin neu gefasst worden [sei], dass die Gesellschaft nach ihrer Eintragung in das Handelsregister Rechtsfähigkeit genieße“.⁷ Dem Gericht kann hier ohne Vorbehalte zugestimmt werden. Allenfalls könnte man

⁵ BayObLG, a. a. O., Rn. 8.

⁶ BayObLG, a. a. O., Rn. 34.

⁷ BayObLG, a. a. O., Rn. 35.

einwenden, dass das Rechtsgutachten, auf das sich das Gericht beruft, nahezu 20 Jahre alt war und ein Gericht grundsätzlich gut beraten ist, sich zu vergewissern, dass eine vor einer so langen Zeit festgestellte Rechtslage nach wie vor gilt. Bei einer so grundlegenden Frage war eine jähe Änderung der jahrhundertalten Rechtslage freilich nicht sehr wahrscheinlich und letztlich ist eine solche auch nicht eingetreten: Es ist tatsächlich so, dass die *Cour de cassation* 1891 die *personnalité morale* der *société civile* unmissverständlich anerkannt hat.⁸ Das Gesetz vom 4. Januar 1978 hat diese Rechtsprechung kodifiziert und in Art. 1842 Abs. 1 C. civ. ergänzt, dass die Eigenschaft als *personne morale* jeglicher Gesellschaftsform des Zivil- und des Handelsrechts (mit Ausnahme der ganz wesentlich schuldrechtlich ausgestalteten *société de participation*) mit Eintragung in das Handels- und Gesellschaftsregister erlangt wird. Gemäß Art. 1861 ff. C. civ. können die Gesellschafter außerdem über ihre Anteile an einer *société civile* (mit Zustimmung der übrigen Gesellschafter) verfügen, ohne dass hierdurch die Existenz und die Identität der Gesellschaft berührt wird. Damit war klar, dass die Antragsgegnerin mit der *société civile* des Ausgangsverfahrens identisch war, und dies trotz Wechsels im Gesellschafterkreis. An dieser Rechtslage hat sich seither nichts geändert.

Lobend möchte man außerdem hervorheben, dass das Gericht – anders als die Antragsgegnerin⁹ – sich nicht zu der Feststellung veranlasst sieht, die *société civile* sei als *personne morale* eine „juristische Person“, sondern lieber den vorsichtigeren Begriff der „Rechtsfähigkeit“ verwendet.¹⁰ Das Gericht beweist damit gutes juristisches Gespür: Der französische Begriff der *personne morale* geht auf eine späte Konzeption der noch von naturrechtlichen Autoren des 18. Jahrhunderts geprägten Rechtsfigur der *persona moralis* zurück, für die allein die Rechtsfähigkeit bzw. die Subjektqualität maßgeblich ist.¹¹ Damit teilt sie zwar den wichtigsten Wesenszug der „juristischen Person“ nach deutschem

8 Cour de cassation, Chambre des requêtes, Urt. vom 23.02.1891, Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public Dalloz [Dalloz Périodique] 1891, *Première partie*, S. 337 (338): „[I] est aujourd’hui admis par les auteurs et par la jurisprudence que les sociétés civiles forment un corps moral, une personne distincte des associés“.

9 BayObLG, a. a. O., Rn. 12.

10 BayObLG, a. a. O., Rn. 34 f.

11 Zu dieser Entwicklung *Limbach*, *Gesamthand und Gesellschaft – Geschichte einer Begegnung*, 2016, Rn. 205 ff.

Verständnis, zu beachten ist aber, dass die Abstammungslinie der deutschen juristischen Person eher zu der römischrechtlichen Korporation weist, die sich u. a. dadurch auszeichnete, dass ihre Mitglieder nicht für die Schulden der Korporation hafteten – ganz so wie bei juristischen Personen des deutschen Rechts, sofern sie die Form von Körperschaften einnehmen. Der Begriff der französischen *personne morale* ist damit weiter als der (heute herrschende¹²) Begriff der deutschen juristischen Person.¹³

Vertretungsorgane

Das Gericht nimmt weiter zu der Frage Stellung, ob der anwaltliche Vertreter der Antragsgegnerin über eine hinreichende Vollmacht verfügte. Die Antragsgegnerin verwies darauf, die Vollmacht sei von den beiden Geschäftsführerinnen (*gérant(e)s*) der Gesellschaft unterzeichnet worden, zudem seien beide aufgrund der zwingenden Vorschrift des Art. 1849 C. civ. einzelvertretungsbefugt gewesen.¹⁴ Da beide Unterschriften tatsächlich vorlagen, ließ das Gericht die Frage der Einzelvertretungsbefugnis ausdrücklich offen.¹⁵ Damit lag das Gericht ohne Weiteres im Recht, freilich war die Einzelvertretungsbefugnis des Geschäftsführers einer *société civile* nicht schwer festzustellen, sie wird in Art. 1849 Abs. 2 C. civ. in klaren Worten ausgesprochen („*En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l’alinéa précédent.*“). Allgemein kann gesagt werden, dass die Figur der Gesamtvertretungsbefugnis dem französischen Recht der Kapital- und Personengesellschaft fremd ist. Einzelvertretungsmacht gilt zwingend für die *gérants* einer französischen GmbH (*société en responsabilité limitée*),¹⁶ für den *directeur général*¹⁷ und den *directeur délégué*¹⁸ einer *société anonyme*, für den *président*, den *directeur général* und den *directeur général délégué* einer *société par actions simplifiée*¹⁹, sowie für die Geschäftsführer der *société*

12 Kritisch zur strukturellen Abgrenzung zwischen juristischer Person und rechtsfähiger Personengesellschaft im deutschen Recht, MüKoBGB/Leuschner, 9. Aufl. 2021, Vor § 21 Rn. 12.

13 So bereits Thomale, Wissenszurechnung im Gesellschaftsstrafrecht – deutsche Unternehmen vor französischen Strafgerichten, AG 2015, 641 (645); s. auch Ranieri, Die Rechtskategorie „Juristische Person“ als Schöpfung von Doktrin und Gesetzgebung im 19.-20. Jahrhundert, in: Kronke/Mansel/Weller (Hrsg.), Liber amicorum Giuseppe B. Portale, 2019, S. 109 (127 f.).

14 BayObLG, a. a. O., Rn. 14.

15 BayObLG, a. a. O., Rn. 36.

16 Art. L. 223-18 Abs. 6 und 7 C. com.

17 Art. L. 225-56 Ziff. I C. com.

18 Art. L. 225-56 Ziff. II C. com.

19 Art. L. 227-6 C. com.

Publizität der *société civile*

*en nom collectif*²⁰ und entsprechend der *société en commandite simple*.²¹

Mit der Reform von 1978 ist für französische *sociétés civiles* eine zwingende Registerpublizität eingeführt worden; das hat das französische Recht dem deutschen Recht der BGB-Gesellschaft voraus, auch nach Inkrafttreten des MoPeG am 1. Januar 2024, das gemäß § 707 Abs. 1 n. F. BGB nur eine fakultative Eintragung vorsehen wird. Die Eintragung erfolgt in das örtlich zuständige, von den Handelsgerichten (*tribunaux de commerce*) geführte „Handels- und Gesellschaftsregister“ (*registre du commerce et des sociétés*, nachfolgend: „RCS“).²² Art. L. 123-9 C. com. regelt, dass eintragungspflichtige Tatsachen und Rechtsgeschäfte, die nicht im RCS eingetragen sind, gutgläubigen Dritten nicht entgegengehalten werden können.²³ Zwar liest sich dies wie die im deutschen Handelsrecht bekannte „negative Publizität“ i. S. d. § 15 Abs. 1 HGB, aus der Vorschrift wird aber auch eine „positive Publizität“ hergeleitet, mit der Folge, dass gutgläubige Dritte auf die Richtigkeit der Eintragung vertrauen können.²⁴ Auszüge aus dem RCS (*extrait „K bis“*) können gemäß Art. R. 123-152 C. com. beim Gerichtsschreiber (*greffier*)²⁵ des zuständigen Handelsgerichts angefordert werden. Unterschrieben und mit dem Amtssiegel des Gerichtsschreibers versehen stellen sie öffentliche Urkunden dar. Als praktisch erweist sich insbesondere die Möglichkeit, über die von den Gerichtsschreibern Frankreichs betriebene Internetplattform *infogreffe* Kopien der RCS-Auszüge und der dort hinterlegten Gesellschaftsunterlagen herunterzuladen.²⁶

Interessanterweise ist im Beschluss aber nicht davon die Rede, dass Existenz, Identität und Vertretungsorgane der Antragsgegnerin durch einen *K bis*-Auszug aus dem RCS

20 Art. L. 221-5 C. com.

21 Verweis von Art. L. 222-2 auf Art. L. 221-5 C. com.

22 In den Ostdepartements Bas-Rhin, Haut-Rhin und Moselle wird das Handels- und Gesellschaftsregister von den allgemeinen Justizgerichten (*tribunaux judiciaires*) geführt (Art. R. 215-13 C. com.).

23 *Pédamon/Kenfack/Ringler*, *Droit commercial, les commerçants*, 5. Aufl. 2023, Rn. 188.

24 Das ist jedoch umstritten, s. dazu *Vallansan/Ansarian* in: *JurisClasseur commercial*, Fascicule 115, Stand 01.01.2014, Rn. 31; aus deutscher Sicht ist ferner interessant, dass offenbar nicht zwischen Gutgläubensschutz und Vermutungswirkung der Registereintragung unterschieden wird.

25 Zu beachten ist, dass die Gerichtsschreiber der Handelsgerichte keine Beamten, sondern vergleichbar mit den französischen Notaren unabhängige Amtsträger (*officiers ministériels*) sind, denen das ausgeübte Amt als Vermögensgegenstand gehört, vgl. Art. L. 741-1 C. com.

26 <https://www.infogreffe.fr>.

nachgewiesen wurden. Dem BayObLG ist vielmehr ein Auszug aus dem „*Registre national des entreprises*“ (nachfolgend: „RNE“) vorgelegt worden.²⁷ Das Gericht hat sich mit dieser amtlich klingenden Bezeichnung offenbar zufriedengegeben und die Existenz und die Eigenschaften dieses Registers nicht weiter hinterfragt. Tatsächlich handelt es sich beim RNE um eine zum 1. Januar 2023 neu geschaffene, gemäß Art. L. 123-50 Abs. 1 C.com. vom *Institut national de la propriété industrielle* (nachfolgend: „INPI“) geführte Einrichtung. Im Zusammenspiel mit einer ebenfalls vom INPI betriebenen Internetplattform als zentralen Anlaufstelle (*guichet unique*) für verschiedenste Meldungen, zu denen Unternehmen gegenüber der öffentlichen Hand verpflichtet sind, hat das RNE den Zweck, den Verwaltungsaufwand für Unternehmen und die Öffentlichkeit zu verringern.²⁸ Tatsächlich konnten mit der Einführung des RNE verschiedene nebenher existierende Sonderregister etwa für Landwirte und Handwerker abgeschafft werden.²⁹ Das RNE ersetzt auch das frühere *Registre national du commerce et des sociétés*, das zuvor die Funktion hatte, die Daten der lokalen RCS zentral zu sammeln.³⁰ Nicht abgeschafft wurden hingegen die lokalen RCS selbst.³¹ Sie werden nach wie vor von den Gerichtsschreibern der Handelsgerichte geführt, die auch weiterhin Auszüge des RCS ausgeben. Ein vollkommen „zentrales“ Register für Unternehmen existiert daher nach wie vor noch nicht. Bedenkt man, dass die Einführung des *guichet unique* und des RNE mit Hackerangriffen und sonstigen zahlreichen technischen Schwierigkeiten verbunden war, die als Notlösung zeitweise sogar zu einer Rückkehr zur Papierform geführt hat,³² erwies sich die Beibehaltung des seit langem gut funktionierenden Systems der Ausgabe von RCS-Auszügen über *infogreffe* und die lokalen Handelsgerichte als Glücksfall.³³

Den Verfahrensbeteiligten und dem Gericht war möglicherweise weder die Tatsache bekannt, dass das RNE gerade erst eingeführt

27 BayObLG, a. a. O., Rn. 14 und 34.

28 *Ravel d'Esclapon*, Bulletin Joly Sociétés 2022.12.52.

29 *Lebel*, JCP-N 2021, Actualités, S. 891.

30 *Reygrobellet*, Informations légales et droit des sociétés: où en est-on exactement?, Revue des sociétés 2023 S. 407, Rn. 8.

31 *Ravel d'Esclapon*, Bulletin Joly Sociétés 2022.12.52, Rn. 16.

32 Zu den Startschwierigkeiten ausführlich *Castagné*, Les vicissitudes du guichet unique des formalités des entreprises, JCP-E 2023, Étude, 1189; s. ferner *Caillaud*, [Retour à l'âge du papier pour le guichet numérique des formalités des entreprises](#), *Le Figaro* vom 26.01.2023.

33 Entsprechend *Croze*, Greffier du tribunal de commerce: irremplaçable?, Procédures 2023, Repère, 9.

worden ist, noch die Startschwierigkeiten, mit denen es zum Zeitpunkt des vor dem BayObLG anhängigen Verfahrens zu kämpfen hatte. Möglicherweise hatten die Vertreter der Antragsgegnerin gerade Glück, als sie sich den RNE-Auszug beschafft haben. Festzuhalten ist jedenfalls, dass den Gutgläubenschutz des Art. L. 123-9 C. com. nach wie vor nur die zuständigen lokalen RCS genießen, nicht das RNE. Mit einem (beglaubigten) Auszug des RCS hätte die Antragsgegnerin daher den vollen Beweis ihrer Existenz, Identität und der Vertretungsmacht ihrer Geschäftsführerinnen erbringen können. Im vorliegenden Verfahren war das BayObLG in seiner Beweiswürdigung jedoch frei und unter normalen Umständen hätte wohl nichts dagegen gesprochen, dass es seine Überzeugung auf einen Registerauszug stützt, das zwar nicht über die besondere Beweiskraft eines RCS-Auszug verfügt, deren Daten gleichwohl aus denselben Quellen stammen. Doch angesichts der Startschwierigkeiten des neu eingeführten Registers wäre aus Vorsicht vielleicht doch ein RCS-Auszug vorzuziehen gewesen.



Prof. Dr. Limbach ist Außerplanmäßiger Professor der Universität Kiel, Lehrbeauftragter an der Universität Straßburg und Rechtsanwalt in Saarbrücken mit Schwerpunkt Beratung zum deutschen und französischen Privatrecht.

■ Recht verständlich

Winterrecht

von Rechtsanwältin Dr. Konstanze Brieskorn, München

Eis und Schneemassen, Regen und Sturm – der frühe Wintereinbruch in diesem Jahr hat vielen von uns das Leben und Reisen nicht leicht gemacht – ganz zu schweigen von denjenigen, die ihre Arbeit üblicherweise draußen verrichten.

Sind in Deutschland Beschäftigte aufgrund von wetterbedingten Umständen gehindert, zur Arbeit zu kommen und können sie auch sonst nicht von zu Hause arbeiten, liegt ein Fall der Unmöglichkeit vor; dieser befreit den Leistungsschuldner von seiner

Leistungspflicht (§ 275 Abs. 1 BGB), enthebt aber zugleich den Arbeitgeber von seiner Vergütungspflicht (§ 326 Abs. 1 BGB).

§ 616 BGB sieht im Gegensatz dazu vor, dass "der zur Dienstleistung Verpflichtete [...] des Anspruchs auf die Vergütung nicht dadurch verlustig [wird], dass er für eine verhältnismäßig nicht erhebliche Zeit durch einen in seiner Person liegenden Grund ohne sein Verschulden an der Dienstleistung verhindert wird"; dies erfasst Fälle, in denen der Arbeitnehmende beispielsweise nicht unmittelbar an der Erbringung der Arbeitsleistung gehindert ist, aber seine Lebensumstände, beispielsweise die wetterbedingte Schließung der Schule seiner Kinder und der daraus resultierende Betreuungsbedarf die Vertragserfüllung behindern. Es handelt sich hierbei jedoch um eine dispositive Norm, die in Arbeitsverträgen zumeist ausgeschlossen wird.

Für Betriebe des Baugewerbes besteht dagegen die Möglichkeit zur Inanspruchnahme von Saison-Kurzarbeitergeld für die Monate Dezember bis März, aus wirtschaftlichen Gründen, aufgrund der Witterungsbedingungen oder in Folge eines unabwendbaren Ereignisses Kurzarbeit eingeführt werden muss, weil ein vorübergehender und unvermeidbarer Arbeitsausfall eintritt. Vor Inanspruchnahme dieser staatlichen Hilfe müssen Beschäftigte soweit möglich für andere Arbeiten eingesetzt werden und vorrangig Urlaubstage und Arbeitszeitguthaben abbauen. Saison-Kurzarbeitergeld wird in Höhe von 60-67 % des ausgefallenen Nettolohns durch die Agentur für Arbeit geleistet.

In Frankreich gilt hier die Rechtsfigur der *intempérie*. Im Bausektor leisten die Arbeitgeber hier einen Lohnausgleich in Höhe von 75 % des Gehaltes. Arbeitgebende ist gehalten, hierfür eine formelle Entscheidung über einen vorübergehenden Arbeitsstopp zu treffen. Über die Urlaubskassen erhalten Arbeitgebende sodann eine Erstattung des geleisteten Lohnausgleichs.

Außerhalb des Bausektors ist der Arbeitgeber nicht gehalten, Gehälter für Zeiten zu zahlen, in denen Beschäftigte aufgrund eines Ereignisses höherer Gewalt nicht in der Lage waren, ihre Arbeit zu verrichten. Hier erfolgt eine proportionelle Kürzung des Vergütungsanspruchs, soweit nicht vorrangig Urlaubs- oder Ausgleichstage eingebracht werden können.

In Frankreich ist zudem immer zu beachten, ob der einschlägige Tarifvertrag eine Regelung zur Arbeitsverhinderung aufgrund von

schlechtem Wetter oder anderen Ereignissen höherer Gewalt vorsieht und sich hieraus ein Vergütungsanspruch ergibt.

In diesem Sinne wünschen wir uns, dass wetterbedingte Kapriolen die Arbeitswelt in diesem Winter nicht zu stark beeinträchtigen.



Dr. Konstanze Brieskorn ist Rechtsanwältin der Kanzlei hw&h Hertslet Wolfer & Heintz in Paris und München. Ihre Tätigkeitsschwerpunkte sind Arbeits- und Wirtschaftsrecht im deutsch-französischen Rechtsverkehr.

Sie ist Mitglied der Schriftleitung der Actualités.

■ Neue Perspektiven



Le cabinet **MARS – IP** : cabinet d'avocat franco-allemand spécialisé en droit de la propriété intellectuelle, droit d'auteur, données personnelles et nouvelles technologies. Nos clients interviennent dans divers secteurs économiques, artistiques et culturels. Travaillant en français, allemand et anglais, notre approche est européenne et nous aimons cela !

Sans cesse ouverts aux nouvelles rencontres et participant à la formation de nos futurs confrères, nous recherchons pour notre bureau de Berlin :

un.e Stagiaire bi-tri-lingue (F/H/X)
pour une durée de 3 à 6 mois
à partir du 1er mars 2024 idéalement

Vos objectifs et missions :

Vous intégrez une petite équipe juridique dynamique et multiculturelle. Vous serez en contact avec une clientèle internationale dans leurs dossiers de conseil et de contentieux dans tous les domaines du droit de la propriété intellectuelle et des données personnelles. Vous apprendrez la gestion d'un cabinet d'avocat, flexible, moderne et en perpétuelle adaptation aux défis actuels de la profession d'avocat. Vous aurez la responsabilité de mener les missions d'information et d'actualité du cabinet en toute autonomie sous la supervision d'une équipe bienveillante.

Ce que nous offrons :

- Un cabinet original et contemporain en plein cœur de Berlin
- Un environnement international au sein d'une petite équipe en plein essor
- Des dossiers et des responsabilités intéressantes et variés en droit français, allemand et européen
- Des méthodes de travail modernes et une organisation horizontale
- Une grande autonomie accompagnée d'une solide formation
- Des missions de développement des projets franco-allemands du cabinet, comme la French Tech
- Une rémunération mensuelle de 800 euros nets

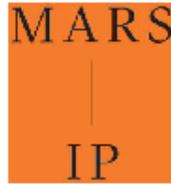
Votre profil :

- De langue maternelle allemande ou française, vous maîtrisez parfaitement nos langues de travail : français, allemand, anglais
- Vous êtes juriste ou élève-avocat.e, titulaire d'un Master 2, vous avez passé votre premier Staatsexamen, si possible avec une spécialité en Droit de la propriété intellectuelle, données personnelles et NTIC
- Vous avez étudié en France et en Allemagne et avez un réel intérêt pour la vie internationale
- Vous êtes multitasking, rapide, organisé.e et autonome. Les nouveaux défis ne vous font pas peur vous savez communiquer et travailler en équipe internationale

Vous avez une première expérience de stage/d'emploi en cabinet d'avocat ou en entreprise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature accompagné d'une lettre de motivation uniquement par e-mail à office@mars-ip.eu Marie-Avril Roux-Steinkühler

Blaubärenstrasse 20 · D-10623 Berlin · T +49 30 56 55 35 50 · F +49 30 56 55 35 520
26, rue du Quatre-Septembre · F-75002 Paris · T +33 1 44 39 49 50 · F +33 1 44 39 49 51 · Pöhlis E 1432
contact@mars-ip.eu · www.mars-ip.eu



Die Kanzlei [MARS - IP](#) : Eine Deutsch-Französische Anwaltskanzlei, die sich auf das Recht des geistigen Eigentums, Urheberrecht, personenbezogene Daten und neue Technologien spezialisiert hat. Unsere Mandanten sind in verschiedenen wirtschaftlichen, künstlerischen und kulturellen Bereichen tätig. Da wir auf Französisch, Deutsch und Englisch arbeiten, ist unser Ansatz europäisch und das gefällt uns!

Wir suchen für unser Büro in Berlin eine/n Wissenschaftliche/r Mitarbeiter/in
und / oder:
ein/e zweisprachige/n Praktikant/in (W/M/X)

für eine Dauer von 3 bis 6 Monaten
ab dem 1. März 2024 idealerweise

Ihre Ziele und Aufgaben:

Sie werden Teil eines kleinen, dynamischen und multikulturellen juristischen Teams. Sie werden mit einer internationalen Mandantschaft in ihren Beratungs- und Prozessfällen in allen Bereichen des Rechts des geistigen Eigentums und der personenbezogenen Daten in Kontakt kommen. Sie lernen das Management einer Anwaltskanzlei kennen, die flexibel und modern ist und sich ständig an die aktuellen Herausforderungen des Anwaltsberufs anpasst. Sie werden die Verantwortung dafür tragen, die Informations- und Aktualitätsaufgaben der Kanzlei selbstständig unter der Aufsicht eines wohlwollenden Teams durchzuführen.

Was wir bieten:

- Eine originelle und zeitgemäße Praxis im Herzen von Berlin
- Ein internationales Umfeld in einem kleinen, schnell wachsenden Team
- Interessante und abwechslungsreiche Fälle und Verantwortlichkeiten im französischen, deutschen und europäischen Recht
- Moderne Arbeitsmethoden und eine horizontale Organisation
- Große Selbstständigkeit begleitet von einer soliden Ausbildung
- Aufgaben zur Entwicklung der Deutsch-Französische-Projekte der Kanzlei: French Tech Berlin
- Eine monatliche Vergütung von 800 Euro netto

Ihr Profil:

- Sie sind deutscher oder französischer Muttersprache und beherrschen unsere Arbeitssprachen perfekt: Deutsch, Französisch, Englisch.
- Sie sind Jurist, Sie haben einen Master 2 in Rechtswissenschaften, oder Sie haben Ihr erstes Staatsexamen abgelegt, wenn möglich mit Schwerpunkt auf geistigem Eigentum, persönlichen Daten und NIKT.
- Sie haben in Frankreich und Deutschland studiert und ein echtes Interesse am internationalen Leben.
- Sie sind multitaskingfähig, schnell, organisiert und selbstständig. Sie haben keine Angst vor neuen Herausforderungen, sind kommunikativ und arbeiten in einem internationalen Team.

Sie haben erste Erfahrungen mit einem Praktikum/einer Anstellung in einer Anwaltskanzlei oder einem Unternehmen gesammelt.

Bitte senden Sie Ihre Bewerbungsunterlagen mit einem Motivationsschreiben ausschließlich per E-Mail an office@mars-ip.eu Marie-Avril Roux-Steinkühler

Blaubreitestrasse 20 · D-10623 Berlin · T +49 30 56 55 35 50 · F +49 30 56 55 35 523
26, rue du Quatre-Septembre · F-75002 Paris · T +33 1 44 39 49 50 · F +33 1 44 39 49 51 · Pösis E 1432
contact@mars-ip.eu · www.mars-ip.eu